HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIALISTE

Fondation Jean-Ja

PARTI SOCIALISTE

LE **SOCIALISME** AYANT EU, DES SES ORIGINES, UNE VOCATION UNIVERSELLE ET S'ETANT AFFIRME, DANS LA SECONDE MOITIE DU XIXe SIECLE COMME **INTERNATIONALISTE**, C'EST, BIEN SOUVENT, DE L'ENSEMBLE DU **MOUVEMENT** QU'IL SERA QUESTION DANS CES PAGES, CAR LES PROGRES ET LES VICISSITUDES DU SOCIALISME MONDIAL SE REPERCUTENT SUR LE MOUVEMENT SOCIALISTE FRANÇAIS ET AIDENT A EN COMPRENDRE LE DEVELOPPEMENT.

Fondation Jean

TROIS GRANDES PARTIES

I. — LA THEORIE ET LE MOUVEMENT SOCIALISTE JUSQU'A LA PREMIERE INTERNATIONALE.

II. — L'HISTOIRE DU SOCIALISME JUSQU'A LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.

III. — LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET L'ACTUALITE SOCIALISTE.

ÉTUDIER L'HISTOIRE DU SOCIALISME C'EST AGIR POUR LE SOCIALISME

Notre Parti, ses objectifs et son action se rattachent à une longue histoire : Histoire des partis socialistes dans notre pays, histoire du mouvement socialiste dans le monde. Les luttes d'aujourd'hui prolongent une lutte séculaire.

Il était nécessaire de donner à tous les militants socialistes le moyen de connaître cette histoire. En publiant cette brochure, le Secrétariat national à la formation poursuit les efforts entrepris depuis quelques mois.

Ce texte a été établi à partir d'un projet rédigé par notre camarade Colette Audry, membre du Comité Directeur, que nous remercions chaleureusement ici.

Pierre JOXE

Secrétaire du Parti.

(Voir sommaire au dos de la couverture.)

PREMIERE PARTIE

LA THEORIE
ET LE MOUVEMENT
SOCIALISTE
JUSQU'A LA
1ère INTERNATIONALE

Peuvent être considérés comme socialistes tous les penseurs politiques, voire les réformateurs religieux qui, rejetant la société existante, en ont proposé une plus juste, fondée sur l'égalité des hommes, la communauté des biens et une organisation rationnelle permettant le libre développement de tous.
Mais, à partir du moment où les hommes commencent à lutter pour incarner ces idées dans les faits, naît le mouvement socialiste, la pensée s'enrichissant sans cesse des expériences du mouvement pour l'impulser plus avant.

I. - AVANT 1948 - L'UTOPIE page 6

— Les débuts de l'action ouvrière
— Les socialistes français

II. - LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE page 10

— Possibilité du socialisme
— La lutte des classes
— Le développement des forces productrices
— Socialisme - Matérialisme - Mécanisme - Messianisme
— Les hommes font leur histoire.

1er CHAPITRE

I

AVANT 1848 L'UTOPIE

L'IDÉE DE PROPRIÉTÉ MISE EN QUESTION

Au XVIIIe siècle se répandent les idées de la souveraineté du peuple, de l'égalité des hommes, des méfaits de la propriété privée.
« Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne » s'écrie J.-J. Rousseau dans le « Discours sur l'origine de l'inégalité » (1754). Morelly, dans le « Code de la nature » (1755) imagine une société parfaite où les biens appartiennent à la collectivité. Il devait influencer Babeuf.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE LE COMMUNISME ÉGALITAIRE

Les ouvriers et les artisans, qui ont pris une part active à toutes les journées révolutionnaires, se retrouvent désarmés dans les relations de travail. Les vieilles corporations ont été supprimées, et le décret du 14 juin 1791 interdit les associations comme « un attentat à la liberté ». A l'égalité politique proclamée par la Déclaration des droits de l'homme ne correspond aucune égalité sociale.
Sous le **Directoire** s'ébauche alors, dans la **Conjuration des Egaux** (Gracchus Babeuf, Buonarotti, Sylvain Maréchal) une action et une doctrine autonomes du peuple. « La Révolution n'est pas finie, affirme Babeuf, parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves. » Il découvre ainsi l'existence de la lutte de classes : la plus terrible terrible guerre civile « est celle qui existe perpétuellement depuis l'établissement de la propriété ».

LE SOCIALISME JUSQU'EN 1848

Les bouleversements provoqués par l'essor de l'industrialisation poussent, d'une part, les travailleurs à chercher des moyens de lutter contre la misère, et conduisent, d'autre part, quelques intellectuels à mettre en question la société existante. Les deux courants, courant d'action et courant d'opinion, procèdent d'expériences profondément différentes et se développent — en partie du moins — de façon distincte.

LES DÉBUTS DE L'ACTION OUVRIÈRE

Devant la menace permanente du chômage, la baisse des salaires, la disqualification de ceux qui « connaissaient leur métier », les ouvriers ont d'abord réagi en brisant les machines. Ces actes de violence (d'ailleurs durement réprimés) ne pouvaient arrêter le progrès technique et menaient à une impasse.
Dans un second temps, la lutte se développe donc dans deux directions :
— obtenir une **participation à l'exercice du pouvoir politique** afin que soient protégés les travailleurs (c'est le sens du succès populaire du Chartisme en Angleterre);

— **développer la force ouvrière par l'union.** Les premières sociétés ouvrières naissent en France entre 1830 et 1848 (Société des familles d'Adolphe Blanqui, Société des Saisons). Des Allemands émigrés fondent la Société des Justes. La lutte des travailleurs pour le droit d'avoir leurs propres organisations de défense se poursuivra pendant la majeure partie du siècle. Elle deviendra la lutte pour le droit syndical. Cette période est marquée par la grande **révolte des Canuts Lyonnais en 1831,** de caractère à la fois économique et politique.

LES SOCIALISTES FRANÇAIS PRINCIPAUX SYSTÈMES

Parallèlement, on assiste, dans certains milieux intellectuels, à une floraison de systèmes et d'expériences, tous inspirés par le scandale qu'est le sort des travailleurs dans ces débuts de la révolution industrielle en Angleterre puis en France.

- « Toutes les institutions doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel et physique de la classe la plus nombreuse » (Saint-Simon).
  Pour **Saint-Simon** (1760-1825) et ses disciples (Enfantin), la société est essentiellement économique. Elle doit être constituée par les travailleurs, qui comprennent également les savants et les industriels, et dirigée par ces deux derniers groupes. Le pouvoir d'Etat sera limité; l'idée d'une planification sociale se fait jour. Mais aussi la conception d'une sorte de **socialisme technocratique.**

- **Charles Fourier** (1722-1837), en même temps que la misère matérielle, critique les valeurs du monde bourgeois. Son socialisme antiétatique préconise l'association fondée sur l'attraction universelle et la satisfaction des passions humaines. L'objectif est la fédération de petites communautés coopératives (phalanstères).

- **Louis Blanc** (1811-1882 - « L'Organisation du Travail ») proclame le droit au travail et le devoir, pour l'Etat, de l'organiser. Les « ateliers nationaux » seront soutenus par une banque de crédit à propriété collective.

- **Etienne Cabet** (1788-1856 - influencé par l'Anglais Owen) et **Victor Considérant** (1808-1893, disciple de Fourier) tentent de créer de petites communautés socialistes (phalanstères de V. Considérant) qui toutes échouent par l'impossibilité de subsister financièrement dans le cadre environnant du monde capitaliste.

  A noter que dans cet ordre d'idées, seuls ont pu se maintenir les kibboutz, grâce à un contexte historique très différent (mais ils ne progressent pas).

- **Auguste Blanqui** (1805-1881) préconise un communisme égalitaire, mais plutôt qu'un théoricien du socialisme, c'est un politique, avant tout préoccupé par la prise du pouvoir et l'insurrection. Il exprime ainsi l'isolement de la classe ouvrière par rapport à une paysannerie farouchement accrochée à la propriété du sol qu'elle vient de conquérir.

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) affirme le droit au travail. Sa pensée, quoique souvent confuse et contradictoire, comme la réalité sociale de son époque, a implanté dans le socialisme français quelques idées-force. Profondément méfiant de toute autorité centralisatrice (civile ou religieuse), il réclame le nivellement des conditions, la disparition de l'Etat, un **fédéralisme des ateliers et des communes** dont l'organisation constituerait « **l'Anarchie positive** ».

Permanence de ces courants

Tous ces courants continuent à circuler dans les groupes et les milieux socialistes : **le mouvement coopératiste** remonte à Owen; Ch. Gide a été son représentant en France au début de ce siècle; le socialisme technocratique moderne **s'apparente au saint-simonisme;** un groupe de proudhoniens a participé à la Commune de Paris, et **Proudhon** lui-même a fortement influencé Bakounine et, plus tard, **les anarcho-syndicalistes de la vieille C.G.T.**
La tradition proudhonienne survit de nos jours non seulement dans les milieux anarchistes mais dans une centrale comme C.G.T.-F.O. On en retrouve trace dans la F.E.N. et jusque dans la C.F.D.T.
Lénine, pour sa part, admirait Blanqui.

La variété des voies qu'ont prospectées ces penseurs représente pour le socialisme un acquis, une richesse et une ouverture. On peut être conduit à revenir à tel ou tel d'entre eux quand surgissent de nouveaux problèmes ou quand se révèlent les conséquences de certaines erreurs dues à une orientation unilatérale et trop rigide.

Caractère du socialisme utopique

L'expression : **socialisme utopique,** tirée du nom de la société parfaite imaginée au XVIe siècle par Thomas Morus, caractérise une démarche de pensée : en présence de l'injustice sociale et en l'absence de solutions inhérentes à l'évolution économique elle-même, ces hommes ont élaboré dans leur esprit des constructions idéales, comptant, pour les faire triompher, sur le sens de l'équité et la raison de leurs semblables.
Ce genre d'illusion, chez la plupart des socialistes utopistes, **repose sur la foi en une communauté d'intérêts des classes productives,** possédantes ou non; foi qui apparaît le plus nettement chez Saint-Simon.

LA REVOLUTION DE 1848 représente l'essai et l'échec du socialisme utopique. En France, un gouvernement populaire à tendances socialistes se montre impuissant à transformer le sort des travailleurs. Le décret du 21 juin 1848 qui exclut des ATELIERS NATIONAUX les ouvriers non mariés met fin aux illusions. Les ouvriers parisiens se soulèvent. Ils sont massacrés par Cavaignac au bout de cinq jours de combats et 3.000 d'entre eux emprisonnés.
Les républicains ont désavoué les socialistes et laissé écraser les ouvriers. Isolés, ils seront à leur tour battus par la coalition des possédants et des paysans qui plébiscitera Louis-Napoléon Bonaparte.
De la défaite subie à travers toute l'Europe demeurent acquises deux idées : la nécessité pour les socialistes d'organiser leur action propre et la nécessité d'établir des liaisons entre les divers mouvements nationaux.

Fondation Jean-Jaurès

2e CHAPITRE

II

LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE

Il fait son entrée en scène avec le Manifeste communiste, écrit en 1847 par Karl Marx pour la Ligue des Communistes, petit groupe international d'intellectuels et d'ouvriers. Le texte est imprimé en février 1848, à la veille du soulèvement en France. Le terme communiste distinguait précisément ce groupe des socialistes utopistes qui s'adressaient à tous les milieux. Mais, à la devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères », Marx substitue l'appel révélateur de sa pensée : « **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !** ».

POSSIBILITÉ DU SOCIALISME

« La justice, l'Humanité, la Liberté, devait-il écrire plus tard, peuvent demander mille fois ceci ou cela; mais si la chose est impossible, elle ne se fait pas, et reste « chimère. »

Le problème consistait donc à dégager ce qui était POSSIBLE, c'est-à-dire à FAIRE SORTIR L'EXIGENCE DU SOCIALISME NON DES PRINCIPES MORAUX ET DE L'APPEL AUX BONS SENTIMENTS, MAIS DES LOIS MEME DU DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE; EN MONTRANT QU'IL DOIT RESULTER DE L'EVOLUTION DES FORCES ECONOMIQUES ET SOCIALES.

Pour cela, il fallait bien connaître les fondements des sociétés. Ceux-ci sont constitués par les rapports de production, c'est-à-dire par **les rapports des hommes entre eux dans le travail.** C'est eux qui commandent toutes les autres formes de rapports humains. « La production économique et la différenciation sociale des hommes qui, à chaque époque, en résulte nécessairement, forment la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque » (Engels).

Au cours des âges, ceux qui produisent les biens de consommation (esclaves, serfs, compagnons, ouvriers) ont toujours été exploités par ceux qui possédaient les moyens de production (terre, outillage, usines, mines, capitaux) et le pouvoir. C'est-à-dire que, sous une forme ou sous une autre, ils ont toujours été dépouillés d'une part considérable des fruits de leur travail, les détenteurs de la fortune ne leur laissant guère que les moyens de subsister, eux, leurs femmes et leurs enfants (qui les remplaceront plus tard). L'esclave doit tout son travail au maître qui le nourrit, le loge et l'habille. Le serf doit des journées entières de travail et une part de ce qu'il produit. L'ouvrier ne perçoit qu'une part de la valeur ajoutée par son travail aux matières qu'il façonne, le reste (plus-value) étant réservé par le patron pour sa consommation personnelle et pour l'élargissement de l'entreprise.

LA LUTTE DES CLASSES

Périodiquement, les exploités ont tenté de s'affranchir pour se partager les richesses (révolte de Spartacus, jacqueries et guerres de paysans); ainsi **l'histoire de l'humanité est l'histoire des luttes de classes.**

L'expression : lutte de classe ne désigne pas une théorie ou une opinion : ELLE CONSTATE UNE REALITE, réalité imposée aux couches populaires, subie et vécue par elles dans leur travail et dans leur existence quotidienne.
Mais aucune tentative de libération n'a pu atteindre ses objectifs dans le passé.

Le moyen de faire aboutir les luttes n'est donné que dans la société bourgeoise capitaliste car, en même temps que se développe le capitalisme, se multiplie et se renforce aussi la classe exploitée qui mettra fin à la domination du capital : **le prolétariat.**

DES LORS, LA TACHE DES SOCIALISTES DEVIENT CLAIRE : FAIRE PRENDRE CONSCIENCE AU PROLETARIAT DE SES INTERETS DE CLASSE ET DE SA FORCE, ORGANISER SA LUTTE AFIN DE LE CONDUIRE A LA VICTOIRE : LA CONQUETE DES MOYENS DE PRODUCTION ET DU POUVOIR.
LE PROLETARIAT ETANT LARGEMENT MAJORITAIRE ET OCCUPANT L'ECHELON LE PLUS BAS DE LA SOCIETE, IL NE POURRA PAS DEVENIR UNE CLASSE EXPLOITEUSE. EN S'EMANCIPANT, IL EMANCIPERA LE RESTE DE L'HUMANITE.

SOCIALISME ET DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

Ainsi, pour la première fois, une société sans classe pourra se construire. A mesure que le prolétariat croît en nombre, les conditions même de la production capitaliste le rendent perméable à la propagande socialiste, car les ouvriers rassemblés dans les fabriques puis dans les usines, occupés à un travail collectif, soumis en permanence à la surveillance et l'autorité, prennent de plus en plus **conscience de leur solidarité de classe.**

D'un autre côté, l'énorme développement des forces productives engendré par le capitalisme (ère de la société industrielle avec la machine à vapeur, ère moderne des sociétés industrielles avancées avec l'électronique et l'énergie nucléaire) annonce la fin de **la rareté** et rend possible l'instauration d'une société socialiste.
Le socialisme scientifique, en effet, ne juge pas possible **la socialisation dans la pénurie :** la pénurie pousse à la lutte pour les biens de consommation, ramène les privilèges, c'est-à-dire de nouvelles formes d'exploitation, favorise la constitution de nouvelles couches dominantes. Le grand drame de la Révolution d'octobre a été l'insuffisance de l'industrialisation de la Russie, encore aggravée par la misère née de la première guerre mondiale, ensuite de la guerre civile.

LA REVOLUTION SOCIALISTE DEVIENT NECESSAIRE A PARTIR DU MOMENT OU LES POSSIBILITES PRODUCTIVES SE HEURTENT A L'ORGANISATION CAPITALISTE DE LA PRODUCTION.

De même que la Révolution française a dû briser le provincialisme, supprimer les péages, mettre fin au système des corporations, unifier économiquement le pays pour laisser le champ libre à l'organisation capitaliste de la production et permettre à la société bourgeoise de s'installer, de même, le socialisme, pour produire au maximum dans l'intérêt de tous, devra mettre fin au malthusianisme capitaliste, aux ententes industrielles, et aux diverses formes de gaspillage commandée par la recherche du profit.

SOCIALISME MATÉRIALISME MÉCANISTE MESSIANISME

On ne doit jamais oublier toutefois qu'il n'existe pas de schéma préfabriqué du passage d'un régime à un autre.

L'éclatement de la Révolution soviétique ne s'est pas produit selon le schéma attendu. Aux yeux de tous les socialistes d'avant la première guerre mondiale, sans exception, c'est dans les pays les plus industrialisés, c'est-à-dire où les forces productives étaient le plus développées, que cette révolution aurait dû éclater.

L'idée que le capitalisme, dans sa marche en avant, prépare son propre renversement a pu faire taxer le socialisme scientifique de **messianisme,** comme si la révolution socialiste devait inéluctablement éclater par la force des choses. C'est oublier que si les conditions sont bien **données dans les faits,** il existe toujours diverses lignes de conduite possibles offertes à **l'action des hommes.** Des occasions peuvent être manquées; il peut en résulter des retards considérables et d'immenses souffrances.
Ce messianisme recouvre **un matérialisme purement mécaniste** qui ramène tous les changements au développement des forces productives et **à lui seul,** sans tenir compte de tous les autres facteurs.

LES HOMMES FONT LEUR HISTOIRE

Pour finir, ce sont toujours les hommes qui FONT leur propre histoire. Seulement, ils ne peuvent pas non plus la faire N'IMPORTE COMMENT ET DANS N'IMPORTE QUELLES CONDITIONS. Le but du socialisme scientifique est de les faires accéder à toujours plus de conscience, par une meilleure compréhension de la réalité sociale jointe à l'expérience de l'action.
Nous sommes ici dans le domaine des **sciences humaines,** non dans celui des mathématiques ou des sciences de la nature. C'est-à-dire que l'objet de la connaissance n'est pas extérieur à celui qui le connaît, comme peut l'être un caillou ou un insecte que l'on étudie : ce sont les hommes qui sont en même temps sujets et objets de connaissance; leurs réflexions, leurs découvertes influent sans cesse sur leur état d'esprit et sur leur comportement; et quant à la vérité qu'ils cherchent, elle n'est pas donnée d'avance, ils ont à la forger dans la **praxis,** c'est-à-dire au travers de leurs luttes et de leur action.

AVEC LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE, ISSU A LA FOIS DE LA PHILOSOPHIE DU XVIIIe SIECLE, DE L'ETUDE DES TRANSFORMATIONS DE LA PRODUCTION ET DE L'OBSERVATION DES LUTTES ET DE LA PRATIQUE OUVRIERE VA S'OPERER NETTEMENT LA JONCTION ENTRE LES PENSEURS SOCIALISTES ET LES GROUPES OUVRIERS, ENTRE LA THEORIE ET LA PRAXIS. C'EST CETTE JONCTION QUI VA CONSTITUER LE MOUVEMENT OUVRIER SOCIALISTE ET S'INCARNER DANS LA PREMIERE INTERNATIONALE.
DANS LES ANNEES QUI SUIVENT IMMEDIATEMENT L'ECHEC DES REVOLUTIONS DE 1848, MARX ET ENGELS VONT METTRE A PROFIT LE REFLUX DU MOUVEMENT POUR APPROFONDIR LEUR DOCTRINE.
CES ANNEES SONT UNE PERIODE DE PROSPERITE (GENERALISATION DE LA MACHINE A VAPEUR, CONSTRUCTION DES CHEMINS DE FER, EXTRACTION DE CHARBON ET DE MINERAI DE FER, METALLURGIE). LE PROLETARIAT AUGMENTE CHAQUE JOUR EN NOMBRE ET OBTIENT QUELQUES AVANTAGES (SALAIRES, REGLEMENTATION DE LA JOURNEE DE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS). UNE AVANT-GARDE OUVRIERE SE CONSTITUE, QUI A LA POSSIBILITE DE REFLECHIR ET DE S'ORGANISER. A PARTIR DE 1857 COMMENCE UNE CRISE ECONOMIQUE ET LE COMBAT DES DEMOCRATES ET DES SOCIALISTES REPREND.

DEUXIEME PARTIE

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIALISTE JUSQU'A LA 1ère GUERRE MONDIALE

POUR MENER LEUR COMBAT DE CLASSE, LES OUVRIERS DOIVENT DISPOSER D'UNE ORGANISATION AUTONOME DE CLASSE

LE CAPITAL NE CONNAIT PAS DE FRONTIERES

LES OUVRIERS DE CHAQUE PAYS SONT SOLIDAIRES DES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIALISTE SERA DESORMAIS CELLE DE SES ORGANISATIONS ET DE LEURS COMBATS

I. - LA MONTEE DU SOCIALISME page 16

— La 1re Internationale
— Partis nationaux et IIe Internationale
— Grands débats et courants

II. - LA PREMIERE GUERRE MONDIALE page 27

— Effondrement de la IIe Internationale
— Lutte contre la guerre
— Révolution en Russie

III. - ENTRE DEUX GUERRES page 34

— Les scissions
— Le socialisme dans un seul pays
— Montée des fascismes et crise économique
— Les fronts populaires

I

LA MONTÉE DU SOCIALISME

LA FIN DU XIXe SIECLE ET LE DEBUT DU XXe VOIENT LES FORCES SOCIALISTES SE DEVELOPPER AVEC UNE EXTRAORDINAIRE AMPLEUR (PROGRESSION DES EFFECTIFS, DU NOMBRE DES ELECTEURS, DES GREVES) ET S'UNIFIER PEU A PEU.

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

En 1864 est fondée la Première Internationale, dont le siège est à Londres. L'adresse inaugurale en a été rédigée par Marx, qui s'est efforcé de dégager les principes communs à tous les courants (syndicalistes anglais, proudhoniens, marxistes). Le préambule insiste sur la solidarité des travailleurs d'un même pays et de tous les pays, ainsi que sur la nécessité du combat de classe qui en découle.
La Première Internationale ne fut jamais très puissante, mais, d'une structure assez souple et bien organisée, elle grandit rapidement. Ses adresses et ses appels aidaient les différents groupes nationaux à s'orienter. Elle finit par devenir la représentante et le lieu de débat de toutes les organisations ouvrières distinctes du libéralisme bourgeois.

— **En 1866, au congrès de Genève,** proudhoniens et marxistes s'opposent sur : **la reconnaissance des syndicats et l'importance de la grève** (imposées par la majorité aux proudhoniens); **le rôle de l'Etat :** Proudhon est opposé à toute intervention de ce dernier; Marx estime que, si l'on veut obtenir des mesures d'ensemble de protection du travail, il faut faire pression sur les pouvoirs publics; **le recrutement des adhérents :** une proposition de Proudhon visant à n'admettre que les travailleurs manuels est repoussée.
— **En 1867, au Congrès de Lausanne,** le débat reprend sur le rôle du combat politique. Il se poursuit sur des questions telles que : le fonctionnement des entreprises en coopératives, la propriété du sol, l'enseignement.
— **En 1868, le Congrès de Bruxelles** se déclare nettement pour la socialisation des moyens de production par la contrainte des pouvoirs publics.

EN 1872, ADHERE A L'INTERNATIONALE MICHEL BAKOUNINE (1814-1876), AVEC L'ORGANISATION QU'IL VIENT DE FONDER : L'ALLIANCE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE.
NE EN RUSSIE, EMPRISONNE DANS SON PAYS ET DEPORTE, POUR SON ACTIVITE, EN ALLEMAGNE PENDANT LA REVOLUTION DE 1848, BAKOURINE ETAIT DEVENU ANARCHISTE A LA SUITE DE SES ENTRETIENS AVEC PROUDHON EN 1864.

LA COMMUNE

— **Quand éclate la guerre de 1870,** le Conseil général de Londres s'adressant aux travailleurs des Etats belligérants, estime que la tâche des ouvriers français est d'abord de renverser Napoléon III. Les ouvriers prussiens, quant à eux, ont à veiller à ce que la guerre demeure strictement défensive pour éviter l'accroissement de la puissance de la Prusse. En conséquence, les députés du parti ouvrier social-démocrate, W. Liebknecht et A. Bebel s'abstiennent de voter les crédits de guerre, tandis que les partisans de Lassalle les votent.

— **Après la capitulation de Sedan,** le Comité central du parti ouvrier S.D. se prononce contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et ses membres sont immédiatement emprisonnés pour haute trahison.
Quant aux ouvriers français, le Conseil de Londres les met en garde contre le renversement du gouvernement bourgeois républicain issu de la capitulation, alors que les armées allemandes sont aux portes de Paris.

LORSQUE CE GOUVERNEMENT EUT A SON TOUR CAPITULE ET VOULUT DESARMER LA GARDE NATIONALE, LES OUVRIERS PARISIENS SE SOULEVERENT SOUS LA CONDUITE DE VARLIN. LE GOUVERNEMENT QUITTE LA CAPITALE ET LE PEUPLE DE PARIS ELIT SON PROPRE ORGANE DE GOUVERNEMENT, **LA COMMUNE.**
CELLE-CI EST ECRASEE, TROIS MOIS PLUS TARD, PAR LES TROUPES GOUVERNEMENTALES, DONT BISMARCK A LAISSE LA DISPOSITION A THIERS DANS CETTE INTENTION.
LE PROLETARIAT S'EST COUPE DE LA PAYSANNERIE QUI N'A PAS SUIVI. 15.000 A 30.000 COMMUNARDS PERIRENT AU COMBAT OU FURENT EXECUTES, 5.000 FURENT DEPORTES ET 5.000 AUTRES EMPRISONNES.

FIN DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

— **En 1869, au Congrès de Bâle,** a été adoptée une résolution en faveur de la propriété collective du sol.

— **Après 1870,** l'Internationale subit les effets du recul dû à l'écrasement de la Commune. Viennent s'y ajouter les dissensions de plus en plus aiguës entre Bakouninistes et Marxistes.
Elles portent essentiellement sur la constitution de partis légaux à laquelle les Bakouninistes sont opposés, Bakounine demeurant conditionné par le contexte de la Russie, Etat policier et pays en retard, de structure agraire. Il ne conçoit l'organisation que clandestine, l'action qu'illégale, terroriste, violente.

— **En 1872, au Congrès de La Haye,** Bakounine et les fédérations qui le soutiennent sont exclus.

— De leur côté, les syndicats anglais, préoccupés surtout de luttes concrètes, et pragmatistes de tradition, ne voient pas encore la nécessité de la création de grands partis politiques.
Marx se trouve alors isolé et décide autoritairement, au même Congrès de La Haye, de transférer le siège du Conseil de l'Internationale à New York (1872), puis à Philadelphie (1876), ce qui équivalait à mettre fin à ses activités.
L'alliance internationale de Bakounine, de tendance anarchiste et qui se désigne du nom d' « **Internationale antiautoritaire** », continue.

PARTIS NATIONAUX ET DEUXIÈME INTERNATIONALE

LA DEUXIEME INTERNATIONALE NAIT EN 1889, SIX ANS APRES LA MORT DE MARX. ENTRE CES DEUX DATES, DES GROUPES NATIONAUX COMMENCENT A S'UNIFIER POUR FORMER LES PREMIERS PARTIS SOCIAUX-DEMOCRATES QUI PERMETTRONT LA CREATION DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE. CELLE-CI, A SON TOUR, POUSSERA A L'UNIFICATION DES GROUPES ET COURANTS DANS LES DIFFERENTS PAYS, ET NE CESSERA DE GRANDIR.

EN EUROPE

— **Allemagne :** En 1875, le Congrès de Gotha réunit les disciples de Lassalle et ceux de Marx (Wilhelm Liebknecht et August Bebel).
Dès 1877, le parti unifié recueille 9 % des voix aux élections. L'année suivante, les lois d'exception contre la Social-démocratie ne provoqueront qu'une crise passagère. Le parti va se réorganiser sous la direction de Karl Kautsky, August Bebel et Wilhelm Liebknecht.
Il utilise toutes les possibilités de lutte (élections, grève); **il devient un parti de masse.** Parallèlement, on assiste à **la croissance des syndicats,** étroitement liés au parti : de 300.000 adhérents en 1892, ils passent à 600.000 en 1899, pour atteindre 2.500.000 en 1913.

— **Angleterre :** La puissance même des Trade-Unions, préoccupés d'action concrète, rend longtemps difficile la création d'un véritable parti socialiste de masse. Les premiers groupements politiques (Fabian society) sont presque uniquement composés d'intellectuels. En 1893 se fonde l'Independant Labour Party (I.L.P.), qui commence à s'implanter dans les syndicats. Mais ce n'est qu'en 1899 que se crée, sous l'impulsion de Keir Hardie (fondateur du Parti socialiste écossais), le Labour Representation Committee, qui deviendra en 1900 le Labour Party, avec ses structures définitives.

Ni en Allemagne ni en Angleterre, l'anarchisme n'a eu d'influence profonde, bien que l'un des premiers théoriciens de l'Anarchie, Max Stirner (1806-1856) soit un Allemand.

Quant aux autres pays européens, on peut dire que, durant toute cette période, le caractère qu'y prend le mouvement socialiste dépend pour une bonne part de l'absence ou de la présence d'un mouvement anarchiste et, dans ce dernier cas, de l'importance de ce mouvement.

C'est ainsi qu'en **Autriche,** le parti socialiste qui s'est constitué tôt (1872), ne s'est heurté à aucune concurrence anarchiste et s'est accru régulièrement.

Dans les **Pays scandinaves,** l'influence anarchiste n'a pas pénétré. Les partis sociaux-démocrates se sont constitués à l'image du parti allemand, en 1880 au **Danemark,** en 1887 en **Norvège** et en **Suède** (dans ce dernier pays avec August Palm et Hjalmar Branting).

En Belgique et **aux Pays-Bas,** deux organisations indépendantes commencent par se développer.

En Belgique, le pays Wallon est sous l'influence de Bakounine, le pays Flamand sous celle de la S.D. allemande. Emile Vandervelde et Edouard Ansele procèdent à l'unification en 1884.

En Hollande, Domela Nieuwenhuis, opposé à l'action parlementaire, crée la Ligue socialiste en 1881. Le parti social-démocrate n'est fondé qu'en 1894 par Troelstra.

En Russie, la force de l'influence des **Narodniki** (Populistes), mouvement de jeunes révolutionnaires qui s'efforçaient d'éveiller la paysannerie, empêche longtemps la Social-démocratie de se constituer. Le marxisme ne touche alors que quelques intellectuels.

— **En 1883,** Plékhanov (1856-1918) fonde à Genève, dans l'émigration le groupe **Libération du travail,** germe du futur parti russe.

— **En 1898** enfin, se crée à Minsk, sous son impulsion, le **parti ouvrier social-démocrate russe.** Son influence s'étendra, malgré arrestations et déportations, à mesure que va se développer la grande industrie russe.
Néanmoins, les **socialistes-révolutionnaires,** influencés par Bakounine, et héritiers des groupes terroristes, représentent une force importante et seront encore le parti révolutionnaire le plus nombreux au moment de la Révolution de 1917.

En Pologne, où interfère la question nationale, deux partis coexistent, tous deux affiliés à l'Internationale : le parti socialiste polonais, fondé en 1892, dirigé par Pilsudski, et la Social-démocratie de la Pologne russe, partie de la S.D. russe, et qui deviendra, en 1900, la Social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, avec Jogichès et Rosa Luxemburg.

— **L'Europe méridionale a d'abord été le bastion de l'alliance de Bakounine.**

En Suisse toutefois, cette influence s'affaiblit rapidement. Le parti social-démocrate est fondé en 1888.

En Italie, où la section de l'Internationale a adhéré tout entière à l'Alliance, ce n'est qu'**en 1892** que la revue **Critica sociale** jette les bases du futur P.S.I., dont l'aile gauche, dirigée par Arturo Labriola, se montrera très active.

L'Espagne, que son retard économique et sa structure agraire apparentent à la Russie, est le seul pays qui devait voir se développer un mouvement anarchiste de masse.

La **Fédération anarchiste ibérique** (F.A.I.) recrute d'abord dans la paysannerie pauvre, et en Andalousie. Ses membres préconisent la seule action directe, le boycott des élections, et pratiquent le terrorisme.

Au début du XXe siècle, elle se préoccupe d'organiser concrètement les luttes des travailleurs des villes. La **Confédération nationale des travailleurs** (C.N.T.) est créée **en 1910** et se développe puissamment en Catalogne, particulièrement parmi les ouvriers des tissages.

Ce n'est qu'**en 1897** qu'est fondé le parti socialiste espagnol, par Pablo Iglesias. Il s'appuie surtout sur l'**Union générale des travailleurs** (U.G.T.), qui recrute principalement parmi les mineurs des Asturies.

EN FRANCE

LA FRANCE ETANT LE PAYS OU LES THEORICIENS SOCIALISTES ONT ETE LES PLUS NOMBREUX, LES DIVERSITES DE PENSEE S'Y MAINTIENNENT DURABLEMENT.

La Fédération du parti des travailleurs socialistes (marxiste) de Jules Guesde et Paul Lafargue n'y représente qu'un courant parmi d'autres du mouvement ouvrier. Elle devra son développement aux qualités d'organisateur de Jules Guesde (1845-1922) et à son implantation dans les régions minières du Nord et du Pas-de-Calais.
En 1882 s'en détache le groupe des **Possibilistes** (réformistes) de Brousse et Allemane, dont se séparera à son tour la fraction d'Allemane.
Quant aux **Blanquistes,** ils forment toujours un groupe, dirigé par Edouard Vaillant, qui se ralliera plus tard aux Guesdistes.
Les passions suscitées par l'Affaire Dreyfus rendent plus difficiles la détermination d'une politique ouvrière autonome, et pousse de nombreux socialistes (dont Jaurès) à soutenir les gouvernements radicaux, quelques-uns même à y participer (Bloc des Gauches).
Les Anarchistes, de leur côté, se livrent à une intense activité terroriste dans **les années 90** (bombe à la Chambre, assassinat du Président Carnot).

Pendant ce temps, à l'intérieur du parti unifié se maintiennent plusieurs courants qui restent divisés sur d'importantes questions, de même que dans les autres sections de la Deuxième Internationale.

MAIS, EN 1905, AU CONGRES D'AMSTERDAM, L'INTERNATIONALE OBTIENT QUE S'UNIFIENT LES DEUX PARTIS SOCIALISTES LES PLUS IMPORTANTS : LE PARTI SOCIALISTE DE FRANCE DE GUESDE ET VAILLANT ET LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS DE JAURES, POUR FORMER LA SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE (S.F.I.O.).

C'EST AU TRAVERS DE LA DEFENSE REPUBLICAINE QUE JAURES (1859-1914), PARTI DU CENTRE GAUCHE, A RALLIE LE SOCIALISME ET DECOUVERT LA LUTTE DE CLASSES.

SA POLITIQUE DU BLOC DES GAUCHES SE TROUVE CONDAMNEE PAR LE CONGRES D'AMSTERDAM QUI REPOUSSE TOUTE COLLABORATION DE CLASSE.

IL S'INCLINE DEVANT CETTE CONDAMNATION ET ACCEPTE L'UNIFICATION, ESTIMANT QUE LE RASSEMBLEMENT DE CLASSE DES TRAVAILLEURS DOIT PASSER AVANT TOUT.

Du côté des syndicats s'est créée, **en 1895,** la **Confédération générale du Travail** (C.G.T.) qui adopte **en 1906** la **Charte d'Amiens,** d'inspiration révolutionnaire et fondée sur les principes de :
— l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques,
— l'abolition du salariat.
A la C.G.T., qui annonce à bien des égards la C.N.T. espagnole, l'influence anarchiste est prépondérante. Les syndicalistes préconisent l'action directe, se méfient de l'action politique et électorale, et forment ainsi une **véritable tendance** du mouvement ouvrier, en dehors du parti socialiste.

LES GRANDS DÉBATS ET LES COURANTS

C'EST A L'EXISTENCE DE CES COURANTS QUE DOIVENT NAISSANCE LES GRANDS DEBATS QUI ANIMENT, DURANT TOUTE CETTE PERIODE, LA VIE DE L'INTERNATIONALE. LES ECHECS COMME CELUI DE LA COMMUNE DE PARIS EN 1871 ET DE LA PREMIERE REVOLUTION RUSSE (1905-1906) RALENTISSENT PAR MOMENTS LA MONTEE DU MOUVEMENT, MAIS ILS NE L'INTERROMPENT PAS. ILS SONT PLUTOT L'OCCASION DE REFLEXION ET DE DISCUSSIONS PASSIONNEES SUR CES EXPERIENCES.

Ainsi, malgré le fait que la Commune était vouée à la défaite de par le contexte historique et que le Conseil de Londres avait mis les travailleurs français en garde; malgré les erreurs qu'elle put commettre; enfin, bien que les proudhoniens et les blanquistes y aient été en majorité, Marx prit hautement fait et cause pour elle et sut en mesurer l'immense portée : pour la première fois, le peuple et les ouvriers parisiens s'emparaient du pouvoir sur une base de classe et, « par endroits, taillaient profondément dans le vieil ordre social ».

Quant aux **événements de 1905 en Russie,** ils posèrent concrètement **le problème de la grève générale révolutionnaire,** d'une part devant les socialistes allemands qui ne croyaient pas à la possibilité d'une telle grève; d'autre part, devant les syndicalistes révolutionnaires (français, en particulier) qui se représentaient la grève générale comme décrétée d'en haut et totale dès le premier moment.
Rosa Luxemburg (1870-1919), qui avait réfléchi au problème, notamment à l'occasion des grèves de Belgique pour le suffrage universel et qui avait critiqué l'arrêt de la grève et les compromis passés par Vandervelde avec les libéraux, eut le mérite de décrire la grève générale révolutionnaire comme une série de vagues successives qui se politisent progressivement.

En revanche, le fait le plus nouveau de ces événements, la constitution de **soviets** (conseils d'ouvriers) passa presque inaperçu, tout au moins aux yeux des socialistes d'Europe centrale et occidentale. Aucun parti ne les avait préconisés ni ne devait le faire jusqu'en 1917.

Les autres questions qui se discutent alors dans les partis et dans les congrès de l'Internationale n'ont pas cessé de se poser depuis lors sous une forme ou sous une autre.

RÉVISIONNISME

— La plus importante de ces controverses est le débat : **Réforme ou Révolution ?,** qui commença en 1898.
Les réformistes minimisent l'importance ou nient l'existence de la lutte de classes et tendent à faire prévaloir l'idée d'une mutation sociale progressive. Les révolutionnaires ne voient dans les réformes qu'un **moyen** pour les masses de s'entraîner à la lutte et de faire l'expérience de leur puissance, mais ils ne cessent de rappeler que rien n'est jamais acquis en régime capitaliste et que la transformation radicale du régime, la rupture avec le système existant demeure le véritable but. Le réformisme prend en Allemagne le nom de **Révisionnisme.**

Il est combattu par Karl Kautsky, Auguste Bebel et surtout Rosa Luxemburg, et mis en minorité aux Congrès de Dresde et de Stuttgart.

En Russie, c'est l'**Economisme** de Strouvé, auquel s'oppose l'équipe de l'Iskra (Lénine et Martov).

En France, la question est posée concrètement quand des socialistes sont sollicités de participer individuellement à un gouvernement radical-socialiste bourgeois.

En 1898, en pleine affaire Dreyfus, Millerand accepte d'entrer dans le cabinet Waldeck-Rousseau, avec l'approbation de Jaurès (celui-ci reviendra plus tard sur sa position) et malgré l'opposition des guesdistes. Le Bloc des gauches sauva probablement la République, mais il aggrava aussi les divergences entre socialistes et rendit plus difficile leur unification, car la ligne de partage des classes passait en son sein. De toute façon, il n'aurait pas dû conduire à une participation ministérielle, qui ne se justifiait pas dans les circonstances données.

Dans cette grande controverse, qui revêt toute son ampleur au sein de la Social-démocratie allemande, les révisionnistes seront finalement battus, grâce, en particulier à Karl Kautsky qui met le poids de son autorité dans la balance et passe ainsi alliance avec l'aile gauche de l'Internationale (groupe de l'Iskra, dirigé par Lénine et dont fait alors partie Trotski; Social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, avec R. Luxemburg et Léon Jogichès).

LE ROLE DES SYNDICATS

L'appréciation du rôle des syndicats et de leurs rapports avec le parti socialiste continue à donner lieu à des discussions très vives, évoquées plus haut. Elle fait apparaître des différences considérables dans les situations de fait et les méthodes, d'un pays à l'autre.

En Allemagne, du fait que les syndicats ont été créés par la Social-démocratie, ils apparaissent sous sa dépendance. Néanmoins, ils ont tendance à peser de plus en plus lourd sur l'orientation du parti; or, leurs chefs, qui appartienent à l'aile droite de celui-ci, et pour qui « la grève générale est une folie générale », font la guerre à l'aile gauche (R. Luxemburg, Karl Liebknecht, Clara Zetkin, Franz Mehring). A partir de 1905, le centre, très puissant, animé par Kautsky, se rapprochera d'eux, et la gauche se trouvera ainsi isolée au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale.

En Angleterre, le Labour-Party constitue une vaste fédération d'organismes et d'individus à laquelle sont incorporés les Trade-Unions, de même que les coopératives et diverses autres organisations (Social League, Fabian Society). Le grand nombre de leurs adhérents leur confère un poids condidérable dans les congrès du parti, comme on le voit aujourd'hui encore.

En France les syndicats se défient à la fois de l'action électorale et parlementaire et des leaders politiques du parti, dont la plupart sont issus de l'Université ou des professions libérales.
Ils font confiance à la C.G.T. pour **décréter la grève générale insurrectionnelle** dans une circonstance grave, en particulier **en cas de guerre.** C'est ce qu'on a appelé « le mythe de la grève générale ».

LES RÉSOLUTIONS A L'APPROCHE DE LA GUERRE

La perspective de la guerre demeure au cœur des préoccupations de l'Internationale. Les rivalités impérialistes s'aiguisent dans le monde entier.
L'Angleterre et la France défendent leurs positions contre les assauts du nouveau-venu, l'impérialisme allemand. A plusieurs reprises, entre 1905 et 1914, le conflit a été sur le point d'éclater. Chaque fois, il a été évité de justesse. Le jour où il apparaîtrait inéluctable, l'Internationale serait-elle en mesure de l'empêcher en faisant reculer les gouvernements ? Par quels moyens ? **Le Congrès de Stuttgart,** en 1907, et **le Congrès extraordinaire de Bâle,** en novembre 1912, furent consacrés à la question. Le congrès de Bâle reprenant la résolution de Stuttgart, déclarait :

« SI UNE GUERRE MENACE D'ECLATER, C'EST UN DEVOIR DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LES PAYS CONCERNES, C'EST UN DEVOIR POUR SES REPRESENTANTS DANS LES PARLEMENTS, AVEC L'AIDE DU B.S.I. (1), FORCE D'ACTION ET DE COORDINATION, DE FAIRE TOUS LEURS EFFORTS POUR EMPECHER LA GUERRE. AU CAS OU LA GUERRE ECLATERAIT NEANMOINS, ILS ONT LE DEVOIR DE S'ENTREMETTRE POUR LA FAIRE CESSER PROMPTEMENT ET D'UTILISER DE TOUTES LEURS FORCES LA CRISE ECONOMIQUE ET POLITIQUE CREEE PAR LA GUERRE POUR AGITER LES COUCHES POPULAIRES LES PLUS PROFONDES, ET PRECIPITER LA CHUTE DE LA DOMINATION CAPITALISTE. »

(1) Bureau socialiste international, créé en 1910 pour assurer la continuité entre les congrès.

La seconde phrase, rédigée par R. Luxemburg, Lénine et Martov, avait été présentée en amendement et adoptée. Vingt et un mois après le Congrès de Bâle, le mouvement ouvrier allait se révéler impuissant, mais le discours que prononça Jaurès à ce congrès devait être prophétique : **« Que les gouvernements sachent bien que les paroles du Congrès de Bâle ne sont pas de vaines menaces, qu'elles sont l'anticipation de la sentence révolutionnaire qui châtierait la formidable aberration. »**

ORGANISATION SOCIALE ET BUREAUCRATIE

— Enfin, dans la Social-démocratie russe se développe un long débat sur **l'organisation du parti,** débat qui conduit à la scission entre les bolcheviks avec Lénine et les mencheviks avec Martov, les bolcheviks obtenant une courte majorité de séance. Trotsky se range du côté des mencheviks, sans toutefois s'intégrer jamais étroitement à eux. La scission devient définitive en 1912 à la Conférence de Prague.

> Les faits allaient donner raison à Lénine sur sa conception d'un parti fortement centralisé, discipliné comme une armée et axé sur la lutte clandestine. Mais il faut bien voir que cette confirmation par la réalité tient avant tout aux conditions du combat révolutionnaire (combat nécessairement illégal) dans le cadre de l'Etat tsariste, le plus policier du monde à l'époque. Ces conditions, Lénine (1870-1924) les connaissait bien et en avait tiré toutes les conséquences. En revanche, dans la Social-démocratie allemande, R. Luxemburg qui combat la conception de Lénine, a perçu que la forte centralisation du parti tel que l'a construit Kautsky (dont s'inspire Lénine) ouvre la voie à sa bureaucratisation et couvre, sous la phraséologie révolutionnaire, une politique de plus en plus réformiste dans l'Empire allemand. En ce qui concerne Trotsky (1879-1940), il devait reconnaître plus tard que Lénine avait eu raison en forgeant l'instrument efficace qu'allait devenir ce parti en 1917; mais la polémique qu'il mène contre Lénine durant toute cette période n'en est pas pour autant périmée aux yeux d'un socialiste d'aujourd'hui : elle revêt, au contraire, un caractère prophétique, car l'essentiel de son argumentation repose sur l'idée que le parti de Lénine est sans doute un outil de combat, mais qu'une telle organisation n'est pas apte à former ses adhérents selon l'esprit du véritable socialisme.

Cette immense question, qui met en cause à la fois les rapports internes au parti (base militante et appareil), les rapports entre la classe et le parti, et même les rapports entre le parti, la classe et le reste de la société, revient périodiquement sous une forme ou sous une autre.
Ces données varient nécessairement en fonction du régime politique du pays considéré et des mutations sociologiques, mais aussi de l'expérience acquise par le mouvement ouvrier tout entier.

réponses différentes et originales peuvent être apportées. **Les problèmes posés sont, en tout cas, permanents, plus encore que périodiques, pour les militants :**

— NECESSITE DE L'ORGANISATION (TOUT AU MOINS DE LA COORDINATION) ET DANGERS DE LA BUREAUCRATISATION;

— SPONTANEITE DES MASSES ET ROLE DU PARTI;

— LE PARTI COMME ORGANISATION DE COMBAT ET LE PARTI COMME PREFIGURATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE;

— DIFFERENCES ENTRE BUREAUCRATIE SOCIAL-DEMOCRATE ET BUREAUCRATIE STALINIENNE;

— QU'EST-CE QUE LE « CENTRALISME DEMOCRATIQUE » DONT SE RECLAMENT A LA FOIS LES P.C. STALINIENS, LES P.C. EN VOIE DE DESTALINISATION (P.C. ITALIEN) ET LES FORMATIONS TROTSKYSTES ?

— QUE DOIT ETRE AUJOURD'HUI UN PARTI SOCIALISTE DANS UNE SOCIETE AVANCEE COMME LA NOTRE ? ETC.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET L'INTERNATIONALISME

La Deuxième Internationale d'avant 1914, c'est, à de très rares exceptions près (Japon), l'ensemble des partis européens, c'est-à-dire des partis socialistes nés, dans les pays avancés, du combat des ouvriers contre le capitalisme. La lutte des peuples colonisés contre les impérialismes ne se dessinera que dans la période de l'entre-deux-guerres.

On voit ainsi :

1° Que le sens de la solidarité entre prolétaires de tous les pays était (ou semblait) plus clair, plus fort, plus vivant qu'il ne l'est de nos jours, dans la mesure où il était ressenti par des masses ouvrières groupées à l'intérieur d'une certaine aire continentale et dans des nations dont le développement économique, quoique très inégal, se posait en termes comparables. Et malgré tout, même à ce niveau, **la solidarité internationale a été incapable, en août 1914, de répondre par une politique concertée,** et même dans le cœur de l'immense majorité des socialistes par une révolte spontanée, aux espoirs socialistes;

2° Que, à l'exception de pays comme la Chine, le Vietnam, Cuba, les luttes pour l'indépendance n'ayant été menées nulle part par des partis authentiquement socialistes ou communistes, la virulence des nationalismes s'est accrue à travers le monde depuis la deuxième guerre mondiale.

3° Que, en conséquence, les socialistes du dernier tiers du XXe siècle ont à construire, à créer l'internationalisme, plutôt qu'à reconstruire, à récupérer un internationalisme qui, à son meilleur moment, fut limité dans l'espace et se révéla entaché d'illusions.

*
* *

II

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET LA RÉVOLUTION SOVIÉTIQUE

A PARTIR DE 1914 COMMENCE, AVEC LA PREMIERE GUERRE MONDIALE, LA GRANDE CRISE DE LA SOCIETE CAPITALISTE. MAIS CE N'EST GUERE QU'A PARTIR DU DEUXIEME CONFLIT DE 1939-1945 QU'IL EST DEVENU POSSIBLE DE PERCEVOIR LE PHENOMENE DANS TOUTE SON AMPLEUR, C'EST-A-DIRE COMME UN PROCESSUS GLOBAL DE LONGUE DUREE, QUI EST LOIN D'ETRE

L'EFFONDREMENT DE L'INTERNATIONALE

En 1914, la Deuxième Internationale se révèle incapable d'empêcher le conflit. Toutes ses organisations, à l'exception des bolcheviks, du parti serbe, de la social-démocratie roumaine (avec Racovski) se rallient à la politique de défense nationale et entrent dans « l'union sacrée » avec leurs propres gouvernements, trahissant ainsi la cause de l'internationalisme ouvrier et les résolutions de congrès.
Les syndicats suivent le mouvement, à quelques exceptions près (Merrheim, Monatte, Rosmer). Ainsi, l'anti-militarisme des anarcho-syndicalistes ne résiste pas mieux au choc que l'anti-impérialisme des marxistes.

En France, Jaurès ayant été assassiné à la veille de la guerre, Jules Guesde et Marcel Sembat acceptent des postes ministériels, et tous les parlementaires votent les crédits militaires.
En Belgique, Vandervelde, secrétaire du parti socialiste, entre le 9 août au gouvernement royal. **En Allemagne,** 14 députés socialistes seulement votent contre les crédits. **En Angleterre,** l'Indépendant Labour Party (I.L.P.) rédige un manifeste contre la guerre.

En Russie, une grande partie des mencheviks — outre les bolcheviks — et une minorité des socialistes révolutionnaires refusent l'union sacrée. A la Douma, bolcheviks et mencheviks votent contre les crédits militaires.

En Italie, l'opposition du parti socialiste à la guerre contribue à maintenir encore un an l'Italie à l'écart du conflit. Les partisans de la guerre, Bissolati, Bonomi, puis Mussolini, sont exclus.

COMMENT APPRÉCIER CET EFFONDREMENT ?

Sous cette défaillance des partis précisément les plus puissants, les partis de masse, transparaît, certes, chez les chefs, **la crainte de franchir les bornes de la légalité pour se lancer dans une aventure redoutable,** et de n'être pas suivis par leurs adhérents. Réciproquement, ceux-ci perçoivent la perplexité des leaders derrière des déclarations que ne concluent pas des mots d'ordre d'action précis; à partir de là, le sens de leur appartenance à une grande force résolue tend à s'affaiblir.
A leur tour, les chefs perçoivent ce glissement des masses. Tout reste en suspens, et l'hésitation à la tête précède de si peu le recul à la base que tout paraît basculer simultanément.

Mais, d'autre part, nous sommes mieux à même de voir aujourd'hui que LES SOCIALISTES D'AVANT 1914 AVAIENT SOUS-ESTIME LE FAIT NATIONAL. Le Manifeste communiste précise que la lutte des ouvriers contre le capitalisme est nationale dans sa forme (puisqu'elle s'exerce dans un cadre national) mais non dans son fond.

Toutefois, la forme peut en venir à obscurcir le fond : il est certain qu'en France, par exemple, la tradition révolutionnaire de la Commune s'accompagnait d'hostilité à la Prusse. Ainsi, les justifications des chefs socialistes français devaient trouver un terrain tout préparé. Les partis socialistes s'étaient toujours préoccupés d'affaiblir le gouvernement d'Europe le plus réactionnaire : encore fallait-il s'entendre sur l'adversaire désigné; or, pour la social-démocratie allemande, ce fut le tsarisme, pour la S.F.I.O. le militarisme prussien et l'impérialisme allemand réunis en la personne de Guillaume II.

Dèjà la position de Marx en 1970, pour qui la chute de Napoléon III constituait l'objectif nº 1, n'avait pas toujours été comprise par nombre de socialistes français.

CES REMARQUES PERMETTENT D'ECLAIRER L'IMPUISSANCE DES PARTIS SOCIALISTES A DRESSER LES MASSES CONTRE LA GUERRE, ELLES NE LES JUSTIFIENT PAS POUR AUTANT D'AVOIR PARTICIPE AU CONCERT CHAUVIN, CAUTIONNE LA TUERIE DE MILLIONS D'HOMMES, PARTAGE LA RESPONSABILITE DU POUVOIR AVEC LA CLASSE BOURGEOISE, EN UN MOT, D'AVOIR MIS LE SOCIALISME ENTRE PARENTHESES POUR LA DUREE DE LA GUERRE.

Nul n'a mieux analysé que Rosa Luxemburg ce que signifiait l'entrée dans l'union sacrée :
« Est-ce que par hasard, dans un accès de patriotisme, les possédants auraient déclaré : « Aujourd'hui, étant donné la guerre et tant qu'elle durera, les moyens de production : terrains, fabriques, usines, nous les remettons entre les mains de la communauté, nous renonçons à en tirer profit pour nous seuls, nous abolissons tous les privilèges politiques et nous les sacrifions sur l'autel de la patrie aussi longtemps qu'elle sera en danger » ? Hypothèse tout à fait absurde, qui fait penser aux histoires que l'on raconte aux petits enfants. Et pourtant, ce serait la seule prémisse qui, logiquement, aurait pu entraîner la classe ouvrière à déclarer : « La lutte de classes est interrompue. » (1)

Or, l'application des résolutions de Stuttgart et de Bâle était encore possible après l'éclatement de la guerre. Mais cette application exigeait deux choses :

1° Le refus d'entrer dans le concert patriotique, de participer à la propagande belliciste, de partager les responsabilités du pouvoir et de voter les crédits militaires, selon la tradition socialiste.

2° Mais cela signifiait, pour les chefs et les cadres socialistes la mise sous surveillance policière, l'emprisonnement (comme il allait advenir à Karl Lieknecht et Rosa Luxemburg) et, surtout l'organisation de la propagande clandestine et le passage dans l'illégalité, à quoi les grands partis n'étaient aucunement préparés.

(1) Rosa Luxemburg : Junius Brochure.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Le contre-coup de cet effondrement — l'impression chez les militants d'avoir été trahis et dupés — va se développer et s'amplifier. Il aura des conséquences durables et pèsera très lourd sur toute l'après-guerre. Il rend compte, en particulier, des réactions plus pacifistes que révolutionnaires de tout un secteur de l'opinion socialiste et syndicaliste au moment de la guerre d'Espagne et des accords de Munich.

Il apparut bientôt que la guerre (que l'on avait cru devoir être courte) allait se prolonger : le désir de paix se développait dans les populations, la position prise par les partis socialistes avait pu être admise par les masses dans la mesure où il s'agissait d'un phénomène non seulement exceptionnel, mais provisoire. Dès lors que l'on s'installait dans la guerre, il devenait inévitable que les pacifistes, isolés au début, se renforcent de plus en plus.
Les partis se trouvaient donc amenés à tenter de définir à nouveau une politique propre. Des concertations eurent lieu, pour commencer entre socialistes, par groupes de pays belligérants alliés.

Pendant ce temps, les opposants résolus à la guerre poursuivent et développent leur combat. Ce sont : en Allemagne, les socialistes de gauche, conduits par R. Luxemburg et K. Liebknecht; en France, des groupes de syndicalistes (enseignement, métaux), ainsi qu'un nombre croissant de socialistes (la fédération de la Haute-Vienne).

En septembre 1915, un certain nombre de ces militants prennent contact à **Zimmerwald** (Suisse). Deux courants se dégagent : la majorité se prononce pour la reprise des relations internationales entre socialistes et pour que l'Internationale tente de jouer un rôle de médiateur; la minorité préconise la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Suite à cette première rencontre a lieu, en 1916, la conférence de **Kienthal.**

POUR LE ROLE QU'Y JOUA LENINE, CES DEUX CONFERENCES DEVAIENT ETRE CONSIDERES PLUS TARD COMME LE GERME DE CE QUI DEVINT LA TROISIEME INTERNATIONALE.

LA RÉVOLUTION EN RUSSIE

EN L'ANNEE 1917 ECLATE UN EVENEMENT QUI CHANGE RADICALEMENT L'OPTIQUE DU MOUVEMENT SOCIALISTE : POUR LA PREMIERE FOIS, UN PARTI OUVRIER VA PRENDRE LE POUVOIR ET LE GARDER. DESORMAIS, LA SOCIETE QUI VA SE CONSTRUIRE VA JOUER LE ROLE D'UN MODELE QUI TEND A S'OPPOSER A L'IMAGE DE LA SOCIETE SOCIALISTE DANS LES ESPRITS, VOIRE A LA SUPPLANTER, C'EST-A-DIRE LE ROLE D'UNE IDEOLOGIE.

Au cours des années qui précédaient immédiatement la guerre, le mouvement ouvrier russe, écrasé en 1905, s'est peu à peu reconstitué. A mesure que, dans ce grand pays retardataire, le secteur industriel avancé prenait de l'extension, les grèves se sont multipliées, intéressant des masses de plus en plus nombreuses : le tableau qu'offre alors le pays tend à reproduire ce qu'il était à la veille de 1905. Le rôle actif joué par le gouvernement tsariste dans le déclenchement du conflit s'explique en grande partie par le souci de mâter l'ennemi intérieur en le mobilisant contre un ennemi extérieur.

Mais la guerre se révèle désastreuse pour le régime; les souffrances des soldats, les difficultés de ravitaillement et les privations de tout le peuple, les hécatombes provoquent l'effondrement du tsarisme à la suite de cinq journées de manifestations, puis d'émeute, à Saint-Pétersbourg (23-28 février, calendrier julien; 8-13 mars, calendrier grégorien). Nicolas II abdique le 2 mars.

En Russie, tout le monde, bolcheviks compris, table sur l'instauration d'une république parlementaire bourgeoise. Mais les gouvernements provisoires successifs se montrent incapables de mettre fin à la guerre et d'entamer des réformes profondes. Dans les usines, on assiste à la résurrection des soviets de 1905 qui, avec les soviets de soldats, commencent à fonctionner comme un pouvoir parallèle.

A LEUR RETOUR D'EXIL, LENINE (EN AVRIL) ET TROTSKY (EN MAI) PORTENT SUR LES EVENEMENTS UN JUGEMENT BEAUCOUP PLUS HARDI QUE LES AUTRES LEADERS BOLCHEVIKS ET SE RETROUVENT D'ACCORD POUR PENSER QUE, PAR SUITE DE LA CARENCE DE LA BOURGEOISIE, LES CONQUETES DEMOCRATIQUES EN RUSSIE NE POURRAIENT ETRE ASSUREES QU'AU MOYEN DE LA PRISE DU POUVOIR PAR LA CLASSE OUVRIERE.

Désormais le parti bolchevik va pouvoir exploiter une situation qui le favorise, et se renforcer considérablement. Les poursuites dont il est l'objet, au mois d'août, pour avoir participé à une manifestation ouvrière, bien qu'il la jugeât prématurée, mais pour ne pas se dérober à ses responsabilités, manifestation qui provoque l'emprisonnement de Trotsky et la fuite en Finlande de Lénine, ne ralentissent qu'un instant sa marche. Dès le mois de septembre, tandis que reprennent grèves et manifestations, il se prépare à la prise du pouvoir.

Celle-ci a lieu le 25 octobre 1917 (calendrier grégorien : 7 novembre) avec la prise du Palais d'hiver.

DANS LE RESTE DU MONDE

- Au cours de cette année 1917, **LES ETATS-UNIS** sont entrés dans la guerre aux côtés des Alliés avec l'appui inconditionnel de la Fédération américaine du Travail (A.F.L.); les syndicalistes révolutionnaires de l'I.W.W. (Industrial Workers of the World) commencent à être poursuivis et le congrès du parti socialiste américain condamne l'entrée en guerre.

- **EN ANGLETERRE** se développe le mouvement des « shop-stewards » (délégués d'ateliers), puissant mouvement de base de défense des travailleurs.

- **A BERLIN,** l'opposiiton de gauche social-démocrate a tenu une conférence.

- **EN FRANCE,** les syndicalistes ont fondé un Comité pour la reprise des relations internationales.

LA NOUVELLE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE VA HATER PAR TOUTE L'EUROPE LA MONTEE DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE.

L'année suivante, les Bolcheviks qui ont obtenu l'appui de la paysannerie en promettant la paix et la terre, sont contraints, devant le refus de se battre de l'armée (Lénine dira que les soldats « ont voté avec leurs pieds ») et l'avance allemande, de signer le **traité de Brest-Litovsk** (mars 1918), après de longs et dramatiques débats au Bureau politique. Cette décision, qui sauve la Révolution russe, donne quelques mois de répit au régime impérial allemand et affaiblit l'aile gauche du socialisme, mais n'empêche, pour finir, ni l'écroulement de la monarchie autrichienne ni la chute de Guillaume II.

Selon l'expression de Lénine, **le capitalisme avait craqué à l'endroit du « chainon le plus faible ». Mais l'état d'arriération économique de la Russie, son épuisement et la faiblesse numérique du prolétariat industriel ne permettaient pas d'espérer que la classe ouvrière qui venait de prendre en mains le sort du pays puisse instaurer un véritable régime socialiste.** Il s'agissait essentiellement de « tenir » jusqu'au moment où la révolution dans les pays avancés (particulièrement en Allemagne, après la défaite de celle-ci) prendrait le relais. Aux yeux des vainqueurs d'octobre, ce moment ne pouvait être éloigné.

C'est dans cette perspective qu'a lieu, en mars 1921, la fondation de l'Internationale communiste ou Troisième Internationale.

Cette décision fut rendue possible par le vote du délégué allemand Hugo Eberlein qui, mandaté par Rosa Luxemburg pour voter contre, se laissa persuader de s'abstenir. **Désormais, le mouvement socialiste est coupé en deux tronçons.** Or, l'écrasement de la révolution allemande de janvier à mai 1919 (assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg en janvier), la défaite de la révolution hongroise, à laquelle succède le régime de force de Horthy, l'échec des grandes grèves de 1920 en France et en Italie vont mettre fin aux espoirs des bolcheviks.

La révolution russe demeurera isolée. La poussée révolutionnaire dans le reste de l'Europe l'aura tout au moins soulagés et lui aura permis de se stabiliser.

Fondation Jean-Jaurès

III

ENTRE DEUX GUERRES

AU COURS DES VINGT ANNEES QUI SUIVENT VONT SE DEVELOPPER EN ETROITE RECIPROCITE ET D'UNE MANIERE INELUCTABLE LES CONSEQUENCES DE LA CRISE DANS LAQUELLE EST ENTREE LA SOCIETE CAPITALISTE, DE L'ISOLEMENT DE LA RUSSIE SOVIETIQUE ET DE LA RUPTURE DU MOUVEMENT OUVRIER.

LES SCISSIONS

Après l'armistice et le retour des soldats en automne 1918, les rancœurs accumulées par les souffrances de la guerre et le prestige des Bolcheviks ont partout renforcé et radicalisé l'aile gauche des partis socialistes. En août 1919, une conférence de la IIe Internationale qui se contente d'une protestation platonique contre le traité de Versailles précipite la volonté de scission.

Mais le reflux révolutionnaire qui est en train de se produire, alors que dans l'I.C. on continue à vivre sur l'illusion que la victoire est pour demain, et, à partir de 1923, la renonciation à la démocratie interne dans le mouvement communiste, qui a pour but de masquer les contradictions entre l'espoir et la réalité, entre les affirmations et la tactique, le mythe enfin de l'infaillibilité de l'U.R.S.S., sous le prétexte d'assurer sa défense, aboutiront à la « squelettisation » des nouveaux partis.
En Italie, Gramsci et **Bordiga** fondent le parti communiste. **En Allemagne,** le groupe spartakiste de Rosa Luxemburg a formé le noyau du parti communiste. Mais **en Angleterre** et dans **les pays scandinaves,** les P.C. ne réunissent que de faibles contingents, tandis qu'en **Espagne,** la puissance des organisations anarchistes (F.A.I.-C.N.T.) empêchera jusqu'en 1936 le P.C. de se développer.

EN FRANCE les minoritaires du P.S. sont devenus majoritaires à la veille de l'armistice.

AU CONGRES DE STRASBOURG, EN FEVRIER 1920, LE PARTI A DECIDE DE QUITTER LA DEUXIEME INTERNATIONALE, SANS POUR AUTANT ADHERER A LA TROISIEME.

AU CONGRES DE TOURS, EN DECEMBRE DE LA MEME ANNEE, L'ADHESION A LA TROISIEME EST VOTEE A UNE FORTE MAJORITE : 3.208 MANDATS CONTRE 1.022 A LA MOTION DITE DE RECONSTRUCTION (DE L'INTERNATIONALE), LA MAJORITE ACCEPTANT « LES 21 CONDITIONS » POSEES PAR L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Néanmoins, ce n'est pas ce vote lui-même qui détermina la scission, mais la réponse à un télégramme signé de ZINOVIEV, LENINE, BOUKHARINE et TROTSKY, déclarant que la IIIe Internationale ne pouvait rien avoir de commun avec les auteurs de la motion de Reconstruction, et exigeant ainsi pratiquement un certain nombre d'exclusions.

(Voir page 62 le texte intégral des 21 conditions.)

C'est au congrès de Tours que **Léon Blum (1872-1950)** prononce le discours resté célèbre — sous le titre : « **Il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison** » — où il analyse et compare les méthodes de la Deuxième Internationale avec celles de l'organisation nouvelle-née.
Et ainsi, face à la tendance majoritaire qui se constitue en Parti communiste, avec Marcel Cachin et Frossard, demeure le Parti socialiste avec Léon Blum, Paul Faure, Pierre Renaudel.
En 1921, la C.G.T. se coupe à son tour en C.G.T. unifiée (C.G.T.U.), majoritaire à direction communiste, et C.G.T. avec **Léon Jouhaux.**

DANS LA IIIe INTERNATIONALE

Très vite, à l'intérieur de ces formations, les luttes de tendances vont s'aiguiser. Tandis qu'en Russie, le système du parti unique, né de l'âpreté de la guerre civile et des difficultés économiques, est suivi, dans le parti même, de la renonciation aux fractions (qui ouvre la porte à la dictature du secrétariat, aux exclusions et aux futurs procès de Moscou), dans le reste de l'Europe, les exclusions vont se multiplier.
En mai 1922, Lénine est frappé d'une attaque; jusqu'à sa mort, qui survient le 24 janvier 1924, il ne retrouvera pas sa pleine activité.

DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Pendant ce temps, les P.S. se reconsolident peu à peu. **L'Internationale dite de Vienne,** fondée en 1921 par quelques partis qui avaient voulu rompre avec la IIe Internationale sans adhérer à l'I.C. (et, pour cette raison, appelée encore l'Internationale deux et demi) **se refond avec la IIe en 1923. Au bout de quelques années les P.C. ne sont plus majoritaires que dans les pays de dictature** (Balkans, Italie).

Ces années qui suivent immédiatement la guerre correspondent à une période de prospérité durant laquelle les **Etats-Unis** apparaissent peu à peu comme les véritables vainqueurs. Devenus le centre financier du monde et la grande puissance industrielle, ils exportent leurs capitaux et leurs méthodes de rationalisation (taylorisme). C'est le moment où, en **Angleterre,** le nombre des travailleurs du secteur « tertiaire » arrive à égalité avec celui des travailleurs d'usines.

LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

En Russie, le régime soviétique a survécu en dépit des ruines de la guerre, de la misère et de la guerre civile. Pour cela, les dirigeants bolcheviks ont été amenés à instaurer le **communisme de guerre** qui limite de plus en plus la démocratie et grève lourdement l'avenir. L'interdiction des fractions a été votée au congrès du P.C. de 1921. La même année, la révolte des marins de Cronstadt (qui avaient été les soutiens les plus résolus de la révolution à ses débuts) est écrasée, comme le sera la rébellion du chef anarchiste Makhno.

A LA DICTATURE PROCLAMEE DU PROLETARIAT A SUCCEDE CELLE DU PARTI BOLCHEVIK, PUIS VIENDRA, A L'INTERIEUR DE CE DERNIER LA DICTATURE DU BUREAU POLITIQUE, QUI FINIRA PAR INTRODUIRE CELLE DU PREMIER SECRETAIRE.

En 1926-27, la révolution chinoise, **première grande tentative de libération dans le Tiers-Monde,** est refoulée. Le P.C. chinois qui, sur l'ordre de Staline, a fait alliance avec le Kuomintang de Tchang-Kaï-Chek, est écrasé et décimé par ce dernier.

LA STALINISATION

Des luttes de tendances d'une extrême âpreté vont opposer entre eux, après la mort de Lénine, les chefs de la Révolution d'octobre.

Elles portent sur :

- le rythme de l'industrialisation et la politique à l'égard de la paysannerie,
- la politique chinoise,
- le régime intérieur du parti,
- la possibilité d'édifier un véritable régime socialiste dans la seule Russie.

Sur tous ces points, **TROTSKY,** qui anime l'opposition de gauche, mène la bataille contre Staline. Il **tente vainement de s'opposer** à la bureaucratisation du parti et à une ligne politique en zigzags qui, dans l'Internationale, se marque tantôt par l'alliance avec des forces bourgeoises comme en Chine, tantôt à un refus sectaire du front unique avec les partis socialistes, comme en Allemagne.

> Le prolétariat révolutionnaire a été décimé par la guerre civile; les survivants ont dû assurer non seulement l'encadrement du parti, mais aussi le fonctionnement des services administratifs et de l'économie. Ainsi, ce qui restait des combattants d'Octobre s'est trouvé **en situation de bureaucrates,** coupé de la base travailleuse. Et l'effort d'industrialisation appelant dans les usines, en nombre toujours croissant, des paysans qui n'ont pas encore accédé à la conscience politique, il s'ensuit que cette masse travailleuse est incapable non seulement de participer directement à l'édification du socialisme, mais de s'opposer à la bureaucratisation et de défendre les conquêtes démocratiques élémentaires. C'est le reflux révolutionnaire intérieur, parallèle au reflux dans le reste de l'Europe.

Il n'en reste pas moins que les structures même du parti léninien et le caractère des hommes qui détenaient le pouvoir ont joué leur rôle dans cette évolution **dont Lénine s'inquiétait sérieusement à la fin de sa vie, et qui fut précipitée par sa mort.**

A partir de 1927, l'emprise de Staline sur la bureaucratie du parti et sur la police est assurée. Dès 1925, un an après la mort de Lénine, on admet « la stabilisation relative du capitalisme ».

En Europe occidentale, l'industrialisation avait été assurée par les capitalistes, au prix d'une exploitation impitoyable de la classe ouvrière et de l'appauvrissement de nombreux paysans, contraints de fuir les campagnes pour venir accroître les effectifs du prolétariat urbain. **Le drame, en Russie soviétique, fut que c'est le régime né d'Octobre qui eut la charge de mener à bien ce processus.**

Staline va s'y employer avec une exceptionnelle brutalité. Alors qu'il était possible d'adopter un rythme plus lent et des proportions différentes entre les diverses industries, résolu pour sa part à sacrifier la consommation des masses au développement accéléré de l'industrie lourde, il invoque l'état d'une Russie assiégée par le monde capitaliste (or, l'étau commence au contraire à se desserrer) et utilise ainsi, comme tous les régimes de force, la menace du péril extérieur pour réduire les oppositions intérieures.

Il prétend également justifier sa politique par l'accentuation des luttes de classe à mesure que s'édifie le socialisme et par la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, en contradiction non seulement avec la théorie marxiste et la pensée de Lénine, mais avec le simple bon sens.

Sous prétexte de lutter contre les « Koulaks » (paysans riches ou enrichis), il décrète la collectivisation des campagnes, pratique une répression terrible contre la paysannerie (1930-1931), **déporte des populations entières** dans le grand Nord pour la construction du Canal de la Mer Blanche. Parallèlement, il procède à l'élimination systématique des opposants et des simples suspects dont il remplit **les camps de déportation** qui ont remplacé l'ancienne « Sibérie » des tsars. Des millions d'hommes deviennent des concentrationnaires. A la tête du parti, il liquide physiquement la « vieille garde » bolchévique. Ce sont **les Procès de Moscou :** exécution de Zinoviev et de Kamenev en 1936, de Boukharine en 1938. Trotsky, déjà exilé à cette époque, sera assassiné au Mexique par un agent du G.P.U. en 1940. En 1937, procès des généraux et mort du maréchal Toukhatchevsky. Ce dernier procès, déclenché au reçu par Staline de faux renseignements d'origine hitlérienne, a pour effet de décapiter l'armée rouge des chefs compétents qui lui manqueront cruellement en 1941 lors de l'attaque allemande.

LA MONTÉE DES FASCISMES ET LA CRISE MONDIALE

— Au début des années 20, l'effondrement de la république populaire de **Hongrie** et l'échec des grandes grèves **italiennes** à trouver une issue révolutionnaire ont eu pour effet d'installer dans ces deux pays des régimes de dictature (Horty et Mussolini).

— **En Allemagne,** c'est la crise économique mondiale qui constituera la dernière composante du terrain sur lequel va se développer le National-socialisme. Un chômage massif s'installe, que la République de Weimar est incapable de combattre.
Mais on ne doit pas oublier que l'idéologie hitlérienne est née d'abord de l'amertume engendrée par les injustices du Traité de Versailles et s'est nourrie des colères de la petite bourgeoisie ruinée par l'inflation. Cette idéologie s'empare des masses à partir du moment où des millions d'ouvriers sans travail sont prêts à s'enrôler sous n'importe quelle bannière. De son côté, le parti communiste, refoulé des usines par la politique de scission syndicale, tend à devenir un parti de chômeurs, coupés de la production et impuissant à agir.

Les deux partis ouvriers s'avèrent incapables de réaliser leur unité d'action contre le péril fasciste, la Social-démocratie par son réformisme qui la conduit, une fois le gouvernement social-démocrate renversé, à soutenir le gouvernement centriste de Brüning et à faire voter pour le Maréchal Hindenburg aux élections présidentielles de 1932, comme pour « un moindre mal », alors que les communistes présentent la candidature de Thaelmann; **le P.C. par son sectarisme** (« fascisme et social-démocratie sont deux frères jumeaux », épithète de social-fasciste accolée au nom de tous les chefs socialistes, tactique dite de « classe contre classe ») qui le conduit à se ranger du côté des nazis plutôt que des socialistes lors du « plébiscite rouge » de Berlin. **L'idée prévaut alors dans l'Internationale communiste que l'objectif principal est la chute des gouvernements socialistes, même au prix de l'installation d'un régime fasciste : celui-ci ne devant être que de courte durée, il représentera la dernière étape avant la révolution communiste.**

Et néanmoins, ce n'est pas à la suite d'une offensive des troupes d'assaut hitlériennes ni même d'une victoire électorale des national-socialistes (les élections de l'automne 1932 indiquent une baisse des voix hitlériennes et un progrès des partis de gauche) que Hitler accède au pouvoir : il ne doit son succès qu'à sa nomination au poste de Chancelier du Reich par le Président Hindenburg.
Une fois au gouvernement, il entreprend la destruction systématique de toutes les associations de caractère démocratique et surtout des appareils ouvriers politiques et syndicaux : de 1933 à 1939 sont prononcées **225.000 condamnations politiques** et, à la veille de la guerre, l'effectif des détenus en camps de concentration se monte à des centaines de mille. Le régime se trouve favorisé par la fin de la crise économique, par le réarmement à outrance qui fait baisser le chômage et par la politique économique « d'autarcie » du ministre Schacht, autant d'éléments qui contribuent à isoler le mouvement ouvrier d'opposition.

Pendant ce temps, **en Autriche,** la Social-démocratie est refoulée, ses organisations de défense dissoutes après trois jours de combat à Vienne, dans la Karl Marx Hof (février 1934). Le Chancelier Dollfuss (droite catholique) prend le pouvoir.
En Espagne, où la république a été proclamée en 1931, les partis de droite triomphent aux élections de 1933, par suite de l'abstention traditionnelle des anarchistes et répriment, en octobre 1934, l'insurrection ouvrière en Catalogne et aux Asturies.

Maitres de leur propre espace intérieur, les fascistes s'engagent alors dans une politique d'expansion territoriale.

LES FRONTS POPULAIRES

En France, où la croissance industrielle est plus lente que dans les autres pays et où la proportion des paysans reste très forte, les effets de la crise économique sont moins dramatiques qu'en Allemagne; le chiffre des chômeurs reste modéré, le fascisme ne s'empare pas des masses. L'organisation de droite la plus nombreuse, celle des Croix de Feu, rassemble des anciens combattants et des éléments de la petite et moyenne bourgeoisie sur une idéologie réactionnaire et nationaliste classique. Quant aux ligues proprement fascistes, leurs effectifs demeurent faibles.
La S.F.I.O. s'est reconstituée après la scission de Tours et, sous la conduite de L. Blum, **elle se pose les problèmes de la participation à un gouvernement bourgeois et de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste.** Elle tranche le premier par la négative et se trouve ainsi amenée à se séparer de son aile droite néo-socialiste en 1933.

LE SPECTACLE DE L'EXPERIENCE ALLEMANDE, D'UNE DIVISION DES PARTIS OUVRIERS QUI A LAISSE LES TRAVAILLEURS DESARMES DEVANT LA POUSSEE HITLERIENNE, HANTE LES ESPRITS ET PROVOQUE UN SURSAUT DES FORCES DE GAUCHE AU LENDEMAIN DU COUP D'ETAT AVORTE DES LIGUES LE 6 FEVRIER 1934 : C'EST LA GREVE GENERALE DE PROTESTATION DU 12 FEVRIER. LE PROFOND DESIR D'UNITE DES MASSES VA POUSSER AU RAPPROCHEMENT DES DEUX COURANTS SOCIALISTE EN FRANCE ET DES COURANTS SOCIALISTE ET ANARCHISTE EN ESPAGNE. LA PEUR D'UNE AGRESSION HITLERIENNE CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE ENGAGE STALINE DE SON COTE A DONNER LE FEU VERT POUR L'UNION.

L'arrivée de Hitler au pouvoir a provoqué un changement radical de **la politique extérieure de l'U.R.S.S.** qui s'est traduit par l'entrée de cette dernière à la Société des Nations en 1934 et par la signature d'un pacte défensif franco-russe (pacte Laval-Staline, 2 mai 1935). Le P.C.F. qui soutenait jusque-là le principe léniniste du défaitisme révolutionnaire, doit exécuter un brusque virage qui va le conduire à se réclamer désormais du patriotisme, et à préconiser la défense de la république bourgeoise contre Hitler, en même temps qu'à développer une politique de front unique.

EN FRANCE

EN 1934 LES DEUX PARTIS OUVRIERS FRANÇAIS SIGNENT UN PACTE D'UNITE D'ACTION; EN 1935 LE PACTE EST ETENDU AU PARTI RADICAL SOUS LE NOM DE RASSEMBLEMENT DE FRONT POPULAIRE.

EN 1936 LE FRONT POPULAIRE FRANÇAIS TRIOMPHE AUX ELECTIONS SUR UN PROGRAMME DE DEFENSE DES LIBERTES ET DE MESURES SOCIALES.

LE MINISTERE LEON BLUM (SOCIALISTES ET RADICAUX) EST SOUTENU PAR LE P.C. (QUI A REFUSE NEANMOINS D'ENTRER AU GOUVERNEMENT) ET PAR LA C.G.T. NOUVELLEMENT REUNIFIEE. ENCOURAGES PAR CETTE VICTOIRE, LES OUVRIERS SE METTENT EN GREVE ET OCCUPENT LES USINES EN MAI-JUIN.

Et grâce à cette mobilisation des travailleurs, non seulement le Parlement vote dans les deux mois les principales mesures incluses dans le programme du Rassemblement populaire, en particulier **la réforme de la Banque de France** et **la nationalisation des réseaux de chemins de fer et des fabrications d'armement,** mais le patronat est amené à négocier avec les syndicats **les accords Matignon** par lesquels ils obtiennent la liberté syndicale, la signature de **conventions collectives, la semaine de 40 heures, 15 jours de congés payés** et **des augmentations substantielles de salaires.**

Rien n'illustre mieux les rapports entre l'action électorale et la dynamique de l'action populaire : les résultats du suffrage universel ont fait prendre conscience aux masses de leur force ; la présence au gouvernement d'un ministère de gauche constitue pour elles une garantie contre la répression policière et patronale ; alors, elles n'hésitent plus à passer à l'attaque ; la pression qu'elles exercent précipite le travail législatif de la majorité à la Chambre, neutralise les résistances du Sénat, et permet d'**aller plus loin que le programme en matière de mesures sociales.**

Au mois de février 1936, un gouvernement républicain est arrivé au pouvoir en Espagne, **les anarchistes ayant participé cette fois aux élections.**
Le 18 juillet éclate la rébellion des généraux, appuyée par toute la droite et par le clergé (sauf en Pays Basque). Unis dans la riposte, les travailleurs anarchistes, socialistes et communistes se rendent maîtres de la rébellion dans les grandes villes et les régions industrielles; ils sont en voie de reconquérir toute la péninsule.
Hitler et Mussolini, qui se sentent directement menacés par la possibilité d'une victoire des travailleurs à prolongement socialiste, se hâtent d'accorder leur appui aux généraux fascistes.
Le gouvernement conservateur britannique, tout en restant officiellement neutre, est soucieux des intérêts capitalistes anglais en Espagne.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DE FRONT POPULAIRE SE DIVISE SUR L'AIDE A FOURNIR AUX REPUBLICAINS ESPAGNOLS, LES RADICAUX PAR CONSERVATISME, UNE PARTIE DES SOCIALISTES PAR PACIFISME SE REFUSANT AU SOUTIEN.

CE DESACCORD, QUI COMMENCE PAR PORTER ATTEINTE A L'UNITE DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES ET COMMUNISTES, PESERA TRES LOURD SUR LA SUITE DES EVENEMENTS.
LE MINISTERE FINIT PAR SE RALLIER, SUR LA PROPOSITION DE LEON BLUM, A LA POLITIQUE DITE DE « NON-INTERVENTION » QUI VA LIER LES MAINS AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, TANDIS QUE LE DUCE ET LE FUHRER NE SE FERONT AUCUN SCRUPULE DE LA VIOLER APRES L'AVOIR ACCEPTEE.

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner au Parti Socialiste
Secrétariat à la formation

12, Cité Malesherbes, Paris 9e

NOM (en caractère d'imprimerie) .....

.....

ADRESSE POUR L'EXPEDITION DES BROCHURES

.....

NOMBRE D'EXEMPLAIRES .....

CI-JOINT C.C.P. ou C.B. de F. .....

.....

(2 F par exemplaire)

L'U.R.S.S. se trouve ainsi être le seul pays à livrer des armes aux républicains espagnols. Staline s'assure, en contre-partie, un contrôle politique sur le gouvernement et introduit, par l'intermédiaire de ses commissaires politiques dans **les brigades internationales,** les méthodes d'épuration et de liquidation en usage en U.R.S.S., notamment contre les militants du Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.) et les anarchistes.

Affaibli par ses divisions dans l'affaire espagnole, par la fuite des capitaux contre laquelle il ne prend pas de mesures d'autorité, attaqué par la droite et l'extrême droite qui reprennent confiance, **le gouvernement Léon Blum est mis en minorité par le Sénat en 1937 et se retire.**

En 1939, les républicains espagnols sont vaincus. La guerre civile et les bombardements italiens et allemands ont fait un million de morts.

IL NE RESTE PLUS ALORS EN EUROPE DE FORCES POPULAIRES SUSCEPTIBLES D'INTIMIDER LES FASCISTES ET DE S'OPPOSER A LA GUERRE QU'ILS PREPARENT. CELLE-CI APPARAIT DONC COMME LA CONSEQUENCE INELUCTABLE DE L'ECHEC DU MOUVEMENT SOCIALISTE (DEUXIEME ET TROISIEME INTERNATIONALES) A PRENDRE LE RELAIS DE LA REVOLUTION SOVIETIQUE DANS QUELQUE PAYS QUE CE SOIT.

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET L'ACTUALITE SOCIALISTE

AVEC LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE, ON ENTRE DANS L'HISTOIRE DU SOCIALISME CONTEMPORAIN.

I. - GUERRE ET GUERRE FROIDE page 45

— La Guerre
— La Résistance et la Libération
— La Guerre froide

II. - VERS AUJOURD'HUI page 51

— L'effritement des blocs
— L'actualité

III. - LES TACHES DES SOCIALISTES FRANÇAIS page 57

Fondation Jean Jaurès

LE FAIT QUE, POUR LA PREMIERE FOIS, UNE NATION OU LE REGIME CAPITALISTE A ETE ABOLI SE TROUVE ENGAGEE DANS LES HOSTILITES AUX COTES DE PAYS IMPERIALISTES, CONTRE D'AUTRES PAYS IMPERIALISTES (TOTALITAIRES) DONNE A CE SECOND CONFLIT UN CARACTERE TRES DIFFERENT DU PREMIER.

PAR AILLEURS, CETTE NOUVELLE CONFLAGRATION CHANGE LA FACE DU MONDE, NON SEULEMENT PARCE QU'ELLE MET FIN A DEUX DICTATURES FASCISTES, MAIS PARCE QU'ELLE A EU POUR CONSEQUENCES :

AU LENDEMAIN DES COMBATS, DE FAIRE PASSER SOUS LE CONTROLE SOVIETIQUE SIX PAYS EUROPEENS,

DE DECLENCHER, A PLUS LONG TERME, LA REVOLUTION CHINOISE ET LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION DU TIERS MONDE.

● En 1935, Mussolini s'est emparé de l'Ethiopie.

● En 1938, Hitler a, dans un premier temps, annexé l'Autriche, dans un second temps obtenu le droit d'annexer le pays des Sudètes par les **ACCORDS DE MUNICH.**

● Au printemps 1939, après la reddition de l'Espagne républicaine, il annexe le reste de la Tchécoslovaquie.

1er CHAPITRE

GUERRE ET GUERRE FROIDE

Après les accords de Munich, l'U.R.S.S. n'a plus aucune confiance dans les gouvernements démocratiques qu'elle soupçonne (à juste titre, d'ailleurs) de vouloir détourner sur elle les visées expansionnistes de Hitler. Elle ne songe plus qu'à se défendre, à retarder au maximum la guerre sur son territoire, et à jouer son propre jeu en laissant les fascismes et les « démocraties » se battre entre eux et s'épuiser mutuellement.

LA GUERRE

C'est dans ces conditions qu'est signé, le 23 août 1939, le **pacte germano-soviétique. Hitler a désormais les mains libres pour envahir la Pologne.** Contre sa neutralité, l'U.R.S.S. obtient, par les clauses secrètes du pacte, un nouveau partage de la Pologne et le droit d'annexer les Etats baltes.

Il en résulte un trouble profond dans les P.C. occidentaux, notamment en France, et une assez grande confusion dans les mots d'ordre communistes. Hitler continue d'abord à être présenté comme l'ennemi principal, mais le discours de Molotov, en décembre 1939, décrit la guerre comme une lutte entre groupes impérialistes, ceux-ci étant tous à mettre dans le même sac. C'est la politique du « bonnet blanc » qui revient toutes les fois que les P.C. durcissent leur politique, décident de s'isoler, mais, du même coup, consacrent la division des forces de gauche. Le P.C. français reprend alors les thèmes du défaitisme révolutionnaire. En U.R.S.S., les communistes allemands émigrés sont emprisonnés et déportés, comme l'ont été les communistes polonais après l'envahissement de la partie de la Pologne dévolue à l'U.R.S.S.

Après l'invasion de la Norvège, puis de la Belgique et de la France par les armées allemandes en mai-juin 1940, le P.C. français continue un temps à ménager Hitler, pour réserver ses coups au gouvernement Pétain qui ne tient pourtant son pouvoir que de Hitler. Les divergences s'accentuent durant cette période à l'intérieur du P.C.F.

LA RÉSISTANCE ET LA LIBÉRATION

A partir de 1941, c'est-à-dire à partir du moment où l'extension de la guerre à la Russie apparaît de plus en plus imminente, la situation commence à se renverser.
Après l'entrée des Allemands en Serbie, le P.C. yougoslave appelle au soulèvement armé, et, avec l'entrée des troupes hitlériennes en U.R.S.S. le 22 juin 1941, **les conditions sont données d'un nouveau rapprochement entre socialistes et communistes associés dans la lutte clandestine contre les nazis.**

Le P.C. d'un côté, le P.S. de l'autre garderont le contrôle de leurs mouvements de Résistance respectifs, mais ces mouvements accueilleront dans leurs rangs les antifascistes de toutes opinions. Et **la C.G.T. française se reconstitue clandestinement.**
Hitler ne parvient pas à s'emparer de Moscou durant le premier hiver et le mouvement de résistance se renforce à travers toute l'Europe.

Il aboutit presque partout, en 1943 à la création de groupes de partisans, parmi lesquels les groupes à direction communiste sont particulièrement actifs. Le caractère même de la guérilla et la relative autonomie dont ils jouissent favorisent dans ces formations des visées révolutionnaires. La conséquence est qu'ils vont se trouver dans certains pays d'Europe en opposition avec la politique de Staline.

A LA FIN DE LA GUERRE LES ACCORDS DE YALTA ENTRE LES ALLIES ONT DELIMITE LES ZONES D'INFLUENCE DE L'U.R.S.S. ET DES ANGLO-AMERICAINS. D'UNE PART, CES ACCORDS ONT ETE PASSES PARDESSUS LA TETE DES PEUPLES, D'AUTRE PART, ILS SIGNIFIENT LE PRELUDE A LA « GUERRE FROIDE » QUI FERA SUITE AUX HOSTILITES.

● **En France et en Italie,** des gouvernements parlementaires bourgeois sont remis en place par les armées alliées. Les Francs-tireurs-partisans français (F.T.P.) sont amenés à rendre leurs armes sur l'ordre du P.C.; celui-ci accepte de participer au gouvernement tripartite (S.F.I.O. - P.C. - Démocratie chrétienne M.R.P.).
En Italie va se développer, sous la direction de Togliatti, un puissant parti communiste.

Dans ces deux pays vont se poursuivre conjointement la reconstruction de l'économie et une politique de réformes sociales, de même qu'en Angleterre (Sécurité sociale).

● **En Grèce,** le gouvernement soviétique ne soutient pas l'E.L.A.S. dirigée par les communistes. Après deux mois de guerre civile, l'E.L.A.S. est contrainte de rendre les armes au nouveau gouvernement appuyé par l'Angleterre.

● **En Yougoslavie,** en revanche, l'armée de Tito passe outre aux ordres de Moscou, parvient à se faire reconnaître par l'Angleterre et à installer un pouvoir socialiste. Ce succès est dû au fait que **le peuple yougoslave est le seul qui ait pu se libérer des nazis par ses propres forces.**

● **Dans les pays libérés par l'Armée rouge** et qui font partie de la zone d'influence soviétique, sont créées des démocraties populaires : **Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie;** autant de régimes étroitement inféodés à l'U.R.S.S.
Ainsi, dans une partie de l'Europe, les P.C. mettent une sourdine aux revendications révolutionnaires, à l'exception de la Yougoslavie; dans l'autre partie, la révolution est, selon l'expression de Robert Havemann, « pour ainsi dire livrée à domicile » par l'Armée rouge.

— **Deux cas particuliers sont à noter :**

1) L'armistice coupe en deux **l'Allemagne** : la partie orientale devient une démocratie populaire (R.D.A.), tandis que l'Allemagne de l'Ouest redevient une république parlementaire, mais le P.C. y sera interdit de 1956 à 1969.

2) **En Tchécoslovaquie** s'installe d'abord la République démocratique de Bénès, mais, après les élections de mai 1946, où le P.C. a obtenu 38 % des voix en Bohême et le P.S. 14 %, le P.C. appuyé par les socialistes de gauche, mobilise les syndicats et s'empare du pouvoir en février 1948, ajoutant ainsi ce pays au groupe des démocraties populaires.
Pour comprendre ce qu'on a appelé le « coup de Prague », il faut se rappeler que, par deux fois avant la guerre, les « démocraties se sont montrées incapables de s'opposer à la montée des fascismes : pendant la guerre d'Espagne et au moment de Munich. La Tchécoslovaquie, abandonnée en 1939, allait accueillir en 1945 les Russes comme des libérateurs et des frères, de même que le gouvernement républicain espagnol n'avait trouvé d'autre aide que celle de la Russie soviétique. Dans les deux cas, la faiblesse du courant socialiste dans les démocraties a eu pour résultat de servir les visées impérialistes de l'U.R.S.S.

LA GUERRE FROIDE

Au lendemain de la défaite de Hitler, deux blocs se partagent le monde : le Bloc atlantique sous hégémonie américaine, le Bloc des pays de l'Est (bientôt liés par le Pacte de Varsovie) auquel se joint la Chine populaire de Mao Tse-Toung.

Car, au terme d'une guerre à la fois nationale (contre l'envahisseur japonais) et révolutionnaire (contre le Kuomintang de Tchan-Kaï-chek), les communistes, appuyés sur la paysannerie, sont parvenus à se rendre maîtres de la Chine en 1949.
Cette extraordinaire épopée qui met fin au féodalisme intérieur et à l'impérialisme étranger a été rendue possible du fait que Mao Tse-Toung, de même que Tito en Yougoslavie, ne s'est pas incliné devant les directives de Staline qui ne croyait pas au succès de l'entreprise.

A partir de cette époque, l'Europe cesse d'être le centre principal — et surtout unique — des mouvements socialistes révolutionnaires. Désormais, le combat socialiste s'étend à la totalité de la planète, en particulier aux pays dits du Tiers Monde. Il sera étroitement lié aux luttes d'indépendance nationale des pays colonisés ou semi-colonisés, qui reprennent à leur compte le patrimoine des idées socialistes et, en revanche, il va imposer aux socialistes des pays avancés une certaine révision de leur manière de voir et de leur stratégie.

La France étant un pays colonisateur, l'épreuve y sera particulièrement sévère pour le mouvement socialiste.

Le « Coup de Prague » est le premier acte spectaculaire de la « guerre froide » qui commence entre les deux blocs; le second sera la guerre de Corée (1951-1953) qui aboutit à la division du pays.

La coupure entre les blocs passe également à l'intérieur du mouvement ouvrier, les partis de la Deuxième Internationale se rangeant aux côtés de la « démocratie américaine » contre la dictature stalinienne. Entre partis socialistes et partis communistes, un état de scission s'installe de nouveau sous des formes diverses.

Ainsi, tandis que se poursuivent les mouvements d'indépendance dans les peuples du Tiers Monde, dans les pays industrialisés d'Europe, toutes les issues révolutionnaires se trouvent bloquées.

Le mouvement communiste, inféodé à l'impérialisme stalinien, se sclérose et s'isole.
Le mouvement socialiste, semblant parfois trop complaisant à l'égard de l'impérialisme américain, s'affaiblit.

Les socialistes qui, avec **Claude Bourdet,** préconisent à partir de 1950 le **Neutralisme,** c'est-à-dire non pas la **neutralité,** mais une politique d'indépendance par rapport aux deux blocs et de soutien à Tito pour créer un Etat socialiste à la fois indépendant de Moscou et de la tutelle américaine, demeurent isolés. Les esprits ne sont pas encore mûrs pour accueillir cette idée qui est aujourd'hui au centre des préoccupations d'un grand nombre de partis socialistes et communistes.

Il ne s'agit de rien moins que de préserver l'autonomie de décision des mouvements socialistes nationaux dans les divers pays, et donc leur autonomie à l'égard des impérialismes de toute nature.
Tel sera l'enjeu, dans les pays de l'Est, de « l'Octobre polonais » en 1956, qui réussira partiellement et temporairement, et du soulèvement hongrois à la même époque, qui échouera.

— **En France,** le P.C. est exclu du gouvernement Ramadier (à direction socialiste); inconditionnel de Moscou, il condamne la rébellion de Tito contre Staline (1948) et approuvera, 8 ans plus tard, l'écrasement de la révolution hongroise par l'armée soviétique.

De son côté, la S.F.I.O., au pouvoir avec des partis centristes réprime les grèves de 1947 et cautionne la politique menée en Indochine d'abord, en Algérie plus tard.
Une nouvelle scission syndicale partage la C.G.T. en C.G.T.-Force ouvrière et C.G.T.

En 1958, en l'absence de l'union de la gauche, la conjonction de la droite, d'une armée aigrie et des colons d'Algérie conduit au renversement de la IVe République par le Général de Gaulle.

En Italie, le P.C. a dû également quitter le gouvernement, mais la rupture entre les deux partis s'accompagne dans ce pays d'une scission du parti socialiste (Saragat et Nenni).

En conclusion, les régimes de démocratie populaire se caractérisent, tout comme l'U.R.S.S., par une interpénétration étroite entre le pouvoir d'Etat et les fonctions dirigeantes dans le parti, celui-ci étant le seul véritable détenteur du pouvoir. Quant aux syndicats, eux-mêmes aux mains des responsables du parti, ils ne peuvent prétendre à aucun rôle contestataire pour la défense des travailleurs. **Ainsi, dans les entreprises devenues propriété d'Etat, les rapports de production n'ont pas changé :** la condition des travailleurs, à l'usine ou au bureau, demeure assujettie comme elle pouvait l'être en régime capitaliste. Enfin, dans les démocraties populaires, le pouvoir du parti est contrôlé par la police politique, elle-même soumise à la police politique de l'U.R.S.S.

On assiste aux conséquences ultimes de la bureaucratisation d'un parti. Dans ces conditions **les problèmes qui se posent au mouvement socialiste sont les suivants :**

- 1° La bureaucratie, gestionnaire et usufruitière de la propriété d'Etat, doit-elle être considérée comme une excroissance monstrueuse de la classe ouvrière — mais une simple excroissance — née des difficultés qu'a rencontré le nouveau régime pour survivre, ou faut-il voir en elle **une véritable classe sociale** dont Marx et tous les socialistes d'avant 1917 n'avaient pu prévoir l'apparition ?

- 2° La base première de la construction du socialisme ayant été jetée dans ces pays par l'expropriation des capitalistes, comment, par quelles voies, en finir avec le pouvoir bureaucratique pour que le socialisme reprenne sa marche en avant et **s'installe dans les rapports sociaux ?**

- 3° Partout où le socialisme n'a pas encore pris le pouvoir, comment se prémunir (structures de l'organisation, fonctionnement, idéologie) contre de pareilles déviations à venir **dès maintenant ?**

Fondation Jean Jaurès

2e CHAPITRE

II

VERS AUJOURD'HUI

Durant toute cette période interviennent de profonds changements à l'intérieur des organisations chrétiennes militantes. Le courant socialiste chrétien, né au XIXe siècle et demeuré très minoritaire au début du XXe **(Marc Sangnier)** a été relancé au cours des années 30 chez les intellectuels par le **Personnalisme d'Emmanuel Mounier.** Il ne cesse de se renforcer à partir des mouvements de la J.O.C. et de la J.E.C. qui influencent, après la guerre, **la centrale syndicale C.F.T.C.** L'aile gauche de la C.F.T.C., rassemblée dans la tendance RECONSTRUCTION devient peu à peu majoritaire. C'est ainsi que la centrale est amenée à laïciser son titre en 1964 (pour devenir **la C.F.D.T.).**
La guerre d'Algérie, avec ses sévices et ses violences, contribue fortement à cette évolution des chrétiens et à la radicalisation de leurs mouvements. Elle explique aussi que le phénomène en question, qui s'est étendu par la suite à la plupart des pays capitalistes, ait d'abord manifesté **en France** une vigueur contestataire particulière (mouvement des prêtres ouvriers).
Le Parti socialiste unifié (P.S.U.) nait, en 1958, d'une fusion entre les socialistes de gauche qui ont rompu avec la S.F.I.O. et une formation comprenant de nombreux chrétiens de gauche et un petit groupe d'ex-opposants communistes. Il se donne pour tâche de refaire l'unité de la gauche en morceaux.

L'EFFRITEMENT DES BLOCS

A - DANS LE CAMP DE L'EST

Dans le camp de l'Est, jusqu'à la mort de Staline (1953), le caractère policier de l'Etat soviétique ne cesse de s'accentuer, malgré les contradictions que semble impliquer ce genre de tyrannie étouffante avec le développement industriel d'un grand pays moderne et l'accroissement du nombre des intellectuels, des techniciens et des savants. Nous disons bien : « semble » car, en fait, cette évolution n'a pas suffi à elle seule à imposer une libéralisation du régime. Selon le mot de Marcuse, **aucune contradiction n'explose d'elle-même, il y faut un détonateur.** Au début de 1953, la préparation du dernier procès à Moscou même annonçait alors une relance des grands procès du début des années 50 dans les démocraties populaires (procès dit « des blouses blanches » ou des « médecins juifs »). Staline mort (mars 1953), le XXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. remet en question le rôle de Staline, le « culte de la personnalité » et toute la politique stalinienne.

résulte, en Russie même, une demi-déstalinisation (réhabilitations, libération de déportés), bien que la bureaucratie reste en place. Autrement dit : une **libéralisation,** mais non pas une **démocratisation.**
Mais, à partir de 1963, commencera un nouveau « regel » qui mettra bientôt fin au règne de Krouchtchev. Car la bureaucratie ne veut pas d'une démocratisation qui mettrait irrémédiablement en péril son pouvoir.

Dans les démocraties populaires ont lieu des efforts successifs pour secouer le joug soviétique : 1956, Pologne et Hongrie; à partir de 1967, Tchécoslovaquie; fin 1970, Pologne. Chacune de ces tentatives se produisant isolément, ou bien elles échouent, ou bien, comme en Pologne, elles sont peu à peu récupérées par le regel stalinien, et la lutte est alors à recommencer.

La démocratisation en Tchécoslovaquie est, jusqu'ici, la plus démonstrative de toutes : elle représente l'effort du parti communiste pour se régénérer de l'intérieur, avec l'appui de l'immense majorité du peuple et **pour réimpulser la marche en avant du socialisme.**

Du côté de la Chine, des divergences grandissantes entre le gouvernement de Mao Tse-Toung et le gouvernement soviétique aboutissent à la rupture, témoignant du fait que les deux géants « socialistes » se montrent incapables d'établir des rapports socialistes inter-nations.

Depuis ce moment aussi, **le P.C. italien** s'oriente vers une plus grande indépendance à l'égard de Moscou et tolère peu à peu le débat en son sein. Au lendemain du XXe congrès, considérant que la répudiation du « culte de la personnalité » ne tenait compte que de la surface des choses, il avait commencé à réclamer un examen au fond du phénomène stalinien bureaucratique.

B - CUBA

Cette période voit naître un nouvel Etat socialiste, la **République cubaine,** à quelques centaines de kilomètres des côtes de Floride (1959). La victoire de Fidel Castro, obtenue au terme de la reconquête de l'île sur les troupes du dictateur Battista, met en valeur deux traits originaux :

1° IL S'AGIT DE LA PREMIERE REVOLUTION VICTORIEUSE REUSSIE EN L'ABSENCE D'UNE DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE.

2° CETTE REVOLUTION A EU POUR POINT DE DEPART UNE GUERILLA DANS LES CAMPAGNES, ORGANISEE PAR UN GROUPE D'INTELLECTUELS REVOLUTIONNAIRES.

Sur ce dernier point, elle n'apparaît pas sans analogie avec la révolution chinoise. Néanmoins, on ne doit pas oublier que les progrès du communisme chinois se sont accomplis au travers de la lutte nationale contre l'envahisseur japonais et que, du fait des dimensions du pays et sa population, les troupes de Mao Tse-Toung constituaient de véritables armées populaires plutôt que des unités de guérilla.
La révolution cubaine présentait donc bien des caractères spécifiques; comme telle, elle a inspiré par la suite la création de maquis dans un certain nombre de pays d'Amérique latine (tentative de Che Guevara en Bolivie, Tupamaros d'Uruguay, etc.).
De son côté, la guerre d'Indochine menée par **la république populaire du Vietnam Nord** contre le Vietnam Sud, soutenu par les troupes américaines, offre pour la première fois le spectacle d'une nation qui construit le socialisme tout en poursuivant une guerre de longue durée.

C - DANS LE CAMP ATLANTIQUE

Dans le camp atlantique, l'agressivité de l'impérialisme américain contre les forces socialistes en Amérique latine et au Vietnam aliènent aux Etats-Unis une part croissante des sympathies de l'opinion étrangère et commence à susciter des oppositions internes violentes aux Etats-Unis même, **la principale étant celle de la communauté noire.**

Durant cette période, les agressions de l'impérialisme américain et les expériences diverses qui ont lieu dans le Tiers Monde ne cessent d'alimenter les discussions des « Groupuscules gauchistes » en formation dans les pays occidentaux avancés.
Elles ont reposé la question de l'efficacité — voire de la nécessité — de **l'action révolutionnaire violente** impulsée par une minorité combattante. En ce sens, elles ont influé directement sur la révolte étudiante de mai 1968, en France.

Elles ont paru donner un moment raison à ceux qui pensaient que **l'axe de la lutte s'était complètement déplacé,** que le socialisme ne pouvait triompher dans la période actuelle que dans les pays du Tiers Monde, et que les socialistes des pays industrialisés, mis en quelque sorte « hors du coup », n'avaient d'autre issue à leur action que l'aide directe aux mouvements des peuples opprimés.

Jusqu'en 1963, **la politique de coexistence pacifique,** inaugurée par N. Krouchtchev et soutenue par le Président des Etats-Unis, J. Kennedy, atténue l'état de guerre froide sans y mettre complètement fin. C'est l'époque ou Krouchtchev prévoit que l'U.R.S.S. aura rattrapé les U.S.A. sur le plan économique en 1975 et que **le combat entre le capitalisme et le socialisme peut désormais se jouer sur ce terrain de la concurrence économique, sans que le recours à la guerre devienne inévitable.** A noter que cette opinion est vivement combattue par les groupes gauchistes et par le P.C. chinois, qui accusent le bloc soviétique de pactiser avec l'impérialisme américain.

— **En France,** cette politique et le retour progressif de la S.F.I.O. dans l'opposition, après le succès de de Gaulle, rapprochent le P.C., le P.S. et de nombreux clubs que l'incapacité des partis traditionnels à s'unir avaient fait naître.

CE RAPPROCHEMENT ABOUTIT A UNE CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1965 EN LA PERSONNE DE FRANÇOIS MITTERRAND. DE GAULLE EST MIS EN BALLOTTAGE AU PREMIER TOUR ET, SUR LA LANCEE DE CE DEBUT DE VICTOIRE, SE CONSTITUE LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE (F.G.D.S.) QUI INCLUT LE PARTI RADICAL, TANDIS QUE LE P.S.U. SE MAINTIENT EN DEHORS DU RASSEMBLEMENT. QUINZE MOIS PLUS TARD, LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1967 ENREGISTRENT UNE MONTEE DE LA GAUCHE ET UN AFFAIBLISSEMENT DE LA MAJORITE.

L'ACTUALITÉ

AVEC L'ENORMITE DE L'EFFORT DE GUERRE AMERICAIN AU VIETNAM, LES POSSIBILITES IMMENSES DE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES, L'EXISTENCE D'UN NOMBRE CROISSANT DE PAYS OU A ETE ABOLIE LA PROPRIETE PRIVEE, LE MONDE CAPITALISTE ENTRE AUJOURD'HUI DANS UN ETAT DE CRISE GENERALISEE :

• CRISE ECONOMIQUE, DONT L'EFFONDREMENT DU DOLLAR EST UN DES SYMPTOMES;

• CRISE DE SOCIETE, DONT LES EXEMPLES LES PLUS FRAPPANTS APPARAISSENT AUX ETATS-UNIS (LUTTES RACIALES ET LUTTE CONTRE LA GUERRE) ET EN FRANCE, DURANT LES EVENEMENTS DE MAI 1968.

MAI 1968 EN FRANCE

Le rassemblement des forces socialistes, communistes et démocratiques aux élections de 1967 s'est opéré sur la base d'une **plate-forme programmatique commune** entre le P.C. et la F.G.D.S. Mais il ne représente, en fait, qu'une étape un peu plus avancée **dans la tradition du Front populaire,** lui-même prolongeant les anciens **cartels de gauche** de l'époque de la Troisième République. Tous les socialistes ont conscience que cette étape doit être dépassée dans le sens d'une plus grande cohésion programmatique, au travers d'un large débat sur les méthodes de gouvernement d'une équipe socialiste, mais aussi que l'union de la Gauche doit viser, à côté de l'action électorale, des formes de lutte plus concrète incluant la participation directe des masses.

Or, la condition logique (sinon chronologique, car les efforts doivent être menés conjointement et simultanément) de ce vaste rassemblement est **l'existence d'un parti socialiste puissant et rénové.** Tandis que les partenaires de la F.G.D.S. s'attellent à la tâche avec quelques lenteurs, éclate l'**immense mouvement spontané de mai 1968.**

Fruit d'un mécontentement généralisé sur tous les plans, dans un pays où le régime gaulliste n'offre aucun exutoire parlementaire réel à l'opposition, précédé par une extension des luttes syndicales (au cours de l'année 1967 et au début de 1968) qui fut mal perçue à l'époque, ce mouvement fut déclenché par la révolte étudiante contre l'entrée de la police dans les universités. Cette révolte fut rapidement relayée par un mouvement de grève d'une ampleur exceptionnelle (8 à 10 millions de grévistes).
Prise de court au milieu de ses préparatifs, la gauche socialiste se révèle alors trop faible en nombre, coupée des masses et incapable de proposer un objectif politique d'ensemble susceptible de cristalliser un véritable front de classe sur un contrat de gouvernement et d'y intégrer le courant gauchiste. C'est ainsi qu'est rendu possible le maintien du régime gaulliste et que les élections qui s'ensuivent en juin donnent aux partisans de de Gaulle la majorité absolue à l'Assemblée.

Les événements de mai n'en ont pas moins marqué un tournant très important. Ils ont fait prendre conscience :

— à l'opinion, de la crise profonde dans laquelle étaient entrés le régime et le pays;

— aux masses, des aspirations qui sont les leurs aujourd'hui : aspiration, en particulier, à une participation de tous à la gestion politique et économique.

INFLUENCE DE MAI

● La première conséquence a été — à retardement — la mise en minorité de de Gaulle au référendum de 1969, le départ du Général et, depuis lors, le développement de luttes internes dans la majorité. Parallèlement à ces luttes se multiplient les efforts des divers centrismes pour constituer des équipes gouvernementales de rechange, qui permettraient de sauver le régime.

● Parallèlement, de nombreux syndicalistes (de la C.F.D.T., en particulier), ayant découvert la nécessité d'un relais politique à l'action que mènent les travailleurs dans les entreprises, s'intéressent de plus en plus au regroupement des socialistes.

● A gauche, ce fut la constitution, d'abord au **congrès d'Issy-les-Moulineaux,** d'un parti socialiste soucieux de se rénover et qui répudiait les alliances centristes (1969); puis, **en 1971, à Epinay,** un nouveau congrès de fusion entre ce parti, la Convention des Institutions républicaines et divers clubs. La motion sortie de ce congrès accentue l'orientation à gauche de l'organisation socialiste, en donnant mandat à la direction de **PREPARER UN ACCORD DE GOUVERNEMENT AVEC LE P.C.**

● Enfin, tous les socialistes sont aujourd'hui conscients que ce qu'on appelle « **le phénomène gauchiste** » **n'est pas un phénomène transitoire dans la vie politique.** Le courant gauchiste, avec ses nombreuses variétés, est devenu une donnée de cette vie. Tenir compte de cette donnée et entretenir le dialogue avec ce courant apparaît à beaucoup comme une nécessité. Ce qui pose des problèmes au P.S. dans ses rapports avec le P.C. qui, lui, ne veut rien avoir à faire avec eux. Il y a là un point concret pour le débat entre les deux grands partis : le dialogue avec les gauchistes constitue actuellement un épisode de la lutte pour la démocratie dans le mouvement socialiste.

● **A l'étranger,** pendant ce temps, le succès de **la coalition de gauche à direction socialiste de Salvador Allende au Chili** apporte la preuve qu'un front électoral de la Gauche, **soutenu par les masses mobilisées,** peut arriver légalement au pouvoir pour entamer de profondes réformes économiques et sociales.

Fondation Jean-Ja

3e CHAPITRE

III

LES TACHES DES SOCIALISTES FRANÇAIS

La révolution de 1917, outre la division des forces ouvrières qu'elle a engendrée et qui est loin d'être encore surmontée, a introduit dans la pensée socialiste un profond changement de perspective. Jusqu'aux Journées d'octobre, la révolution était **à venir.** Depuis les Journées d'octobre, d'une part l'espoir est devenu une réalité, mais, d'autre part, la réalité s'est révélée infiniment plus complexe et difficile, plus douloureuse aussi, et plus lente à s'achever que ne le laissaient supposer les rêves et les prévisions des socialistes d'avant 1914. Aux yeux de ces derniers, la révolution apparaissait comme une sorte d'événement absolu, qui mettrait fin à brève échéance à l'exploitation de l'homme.

Les socialistes d'après 1917 ont eu à apprendre que le monde était entré dans l'ère des révolutions et que cette ère pouvait être longue. Tant qu'elle durera, en particulier, tant que le capitalisme subsistera dans les pays avancés, les inégalités et l'oppression, sous des formes parfois féroces, se maintiendront jusque dans les pays où il a été supprimé.
Depuis la révolte de Tito contre Moscou, puis la rupture entre la Chine et l'U.R.S.S., il n'existe plus **un seul pôle du socialisme** dans le monde. Ce fait a des conséquences encore incalculables sur le développement des forces révolutionnaires. Dès maintenant, à l'intérieur même du groupe dominé par le pôle soviétique, des différenciations apparaissent et progressent sur ce point tout au moins, il semble bien qu'aucun regel ne puisse survenir.

EN FRANCE, L'ALLIANCE DE LA GAUCHE EST LA TACHE DU MOMENT. ELLE DOIT VISER A ENGAGER, POUR LA PREMIERE FOIS, LE PROCESSUS DE LA SOCIALISATION DANS UN PAYS AVANCE. CE PROCESSUS DOIT UTILISER, D'UNE PART LES MOYENS QUE DONNE LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET, D'AUTRE PART, SE PREMUNIR CONTRE LES ERREURS ET LES DEVIATIONS QUI N'ONT PU ETRE EVITEES AILLEURS.

SANS CETTE ALLIANCE, PAS D'ESPOIR DE PROVOQUER UN CHANGEMENT DE REGIME DECISIF.

CELA SUPPOSE :

UNE VISION NETTE DU RAPPORT, DE LA PLACE, DU ROLE DES DIFFERENTES COUCHES TRAVAILLEUSES DONT LES EFFECTIFS NE CESSENT DE S'ACCROITRE ET DONT LES PROPORTIONS RELATIVES ONT CHANGE, DANS LE FRONT DE CLASSE.

CELA SUPPOSE DU MEME COUP, LA CAPACITE DE BRASSER CES DIFFERENTES COUCHES, DE LIER LEURS REVENDICATIONS EN UNE SYNTHESE QUI ORIENTE L'ACTION VERS UN VERITABLE SOCIALISME ET NON VERS UNE SOCIETE ENCORE HIERARCHISEE QUE DOMINERAIENT LES COUCHES BUREAUCRATIQUES OU TECHNOCRATIQUES.

CELA SUPPOSE EGALEMENT UNE ALLIANCE ENTRE LES FORCES DE GAUCHE FONDEE SUR UNE DEMOCRATIE REELLE, ET CELA, SEUL UN GRAND PARTI SERA CAPABLE DE L'IMPOSER.

LE PARTI SOCIALISTED'AUJOURD'HUI A
A S'INVENTER LUI-MEME, AU TRAVERS
DE SA PROPRE ACTION.

C'EST DANS LA MESURE OU IL Y PARVIENDRA QU'IL SE MONTRERA CAPABLE D'ACCOMPLIR SA MISSION QUI EST, A L'INTERIEUR DE LA COALITION DES FORCES POPULAIRES, D'AGIR DE TELLE SORTE QUE LE SOCIALISME PUISSE REPRENDRE SA MARCHE EN AVANT, NON SEULEMENT EN FRANCE MAIS DANS LE MONDE ENTIER.

LA PLUPART DES SOCIETES SOCIALISTES SE SONT ARRETEES EN CHEMIN, FIGEES AUJOURD'HUI DANS UN SOCIALISME D'ETAT BUREAUCRATISE OU LA LIBERATION DES TRAVAILLEURS EST LOIN D'ETRE COMPLETE.

EN FRANCE, IL S'AGIT DE CONSTRUIRE UNE SOCIETE SOCIALISTE LIBRE DE CE CARCAN, GEREE PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

Pour une bibliographie plus détaillée on se reportera à celle qui a été publiée par le Secrétariat National à la Formation et présente une liste de trente-cinq ouvrages de base et de référence, avec leur commentaire, sous le titre : **Bibliographie Socialiste.**

J. PAPAIOANNOU

MARX ET LES MARXISTES

Flammarion, Sciences **9 F**

Sur les grandes question, violence, prolétriat, art... l'auteur, chargé de recherches au CNRS, confronte les textes des marxistes et ceux de Marx, soulignant les convergences et les contradictions. Ainsi nous est livrée l'histoire des idéologies, l'histoire événementielle, aussi, du mouvement ouvrier depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours. L'auteur s'attache à mettre en évidence la nature « critique et révolutionnaire » du marxisme jusque dans ses plus récentes manifestations, tant en Chine que dans les démocraties populaires.

Pierre SOUYRI

LE MARXISME APRES MARX

Flammarion, collect. Questions d'Histoire **3,40 F**

Suivant le principe de cette collection, les faits nous sont d'abord exposés : la 2e Internationale et ses courants, le Marxisme russe (grandeur et limites), le déchirement (1924-1967), les marxistes et le pouvoir (1918-1940), nouvelles perspectives (1939-1967). Puis les éléments du dossier et l'état de la question permettent, grâce à de nombreux textes et documents (Kautsky, Lénine, Rosa Luxemburg...), de confronter les marxistes entre eux. Ce petit ouvrage de 120 pages écrit par un chef de travaux à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, a le mérite immense d'aller à l'essentiel et de donner à réfléchir.

Georges BOURGIN et Pierre RIMBERT

LE SOCIALISME

P.U.F., Que sais-je n° 387, 10e édition 1971, 128 p. **3,95 F**

Dixième édition d'un ouvrage écrit en 1949 par deux membres de la SFIO, ce livre s'attache surtout à la doctrine, présentée ici avec ses implications économiques et politiques. Le bilan des pages 116-117 montre que la lutte de la classe ouvrière depuis un siècle a permis de réaliser bon nombre des objectifs du « Manifeste » de Marx (1848)... mais, précisent les auteurs dans leur conclusion, il reste encore beaucoup à faire pour passer de ces conditions préalables u socialisme !
La matière est complexe, mais l'exposé en reste toujours clair.

Claude WILLARD

SOCIALISME ET COMMUNISME FRANÇAIS

Armand Colin, Collection U 2, 3e édition 1971, 160 p. **10 F**

C'est avec une évidente sympathie pour son sujet que Claude Willard, membre du P.C.F., établit dans ce dossier

une synthèse du mouvement ouvrier dans ses organisations, de 1840 à 1968. Les faibles dimensions de l'ouvrage imposent à l'auteur d'aller à l'essentiel, ce qui implique des choix parfois difficiles, la partie historique est développée mais la période 1947-1968 n'occupe que 10 pages (144-154) et l'on n'y trouvera que peu d'éléments.
Complété par quelques cartes et tableaux l'ouvrage est d'une lecture facile.

Annie KRIEGEL

AUX ORIGINES DU COMMUNISME FRANÇAIS

Flammarion, Sciences **9 F**

Une édition allégée de la thèse d'Annie Kriegel, professeur à Paris Nanterre et l'historienne du communisme (Le Congrès de Tours, Coll. Kiosque ; Colin), (Les Communistes ; collect. Politique, Seuil).
Elle y montre que le P.C.F. fut le produit d'une greffe bolchevique sur le tronc de la gauche française. Un livre d'un intérêt encore actuel, essentiel pour comprendre ce qui continue de séparer communistes et socialistes. Les différences idéologiques organisationnelles sont exposées à l'origine. Ces différences se sont-elles atténuées ? L'étude d'Annie Kriegel apporte des éléments de réponse indispensables.

Jacques CAPDEVIELLE - René MOURIAUX

LE SYNDICALISME OUVRIER EN FRANCE

Le Seuil, Politique **6 F**

Les fondements historiques de la division des syndicats ouvriers en France, leurs structures, leur champ d'activité, leurs moyens, le point sur quelques questions actuelles exposés avec clarté et précision dans l'ouvrage très documenté de deux chercheurs de la Fondation nationale des Sciences Politiques.

LES SYNDICATS ET LE SOCIALISME

Brochure du Secrétariat National de la Formation **1 F**

Les rapports entre les syndicats et les partis politiques, exposés dans une série de courtes notes accompagnées de documents.
Un instrument de base essentiel pour connaître les données actuelles du problème.

François MITTERRAND

UN SOCIALISME DU POSSIBLE

Le Seuil, Collection politique n° 42, 1970, 124 p. **5,30 F**

« Un plaidoyer pour l'unité de la gauche par son candidat de 1965 » dit la présentation de l'ouvrage : c'est cela mais c'est aussi le « Contrat socialiste » écrit avec l'aide d'une équipe de conventionnels, dont Claude Estier, Georges Fillioud et Pierre Joxe (p. 43-107). Ce programme de la C.I.R. qui fait partie de l'héritage recueilli à Epinay par le Parti Socialiste. C'est dire que l'intérêt de l'ensemble, de lecture aisée, reste entier.

Jean-Marc LECH

LE PARTI SOCIALISTE

P.U.F., Collection dossiers Thémis, 1971, 96 p. **9 F**
Cet ouvrage en préparation fera le point sur le Parti Socialiste tel qu'il est né à Epinay, en présentant les principaux documents établis jusqu'au mois de mars : statuts, implantation, programme, etc.

MARX - ENGELS

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

10-18 **4 F**

« L'Histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. »

Le point de départ du socialisme scientifique, d'une pensée qui domine notre époque et détermine notre engagement socialiste, quoi que nous pensions de certains des régimes politiques qui se réclament aujourd'hui de la doctrine marxiste.

Essentiel pour prendre contact avec la « méthode marxiste ». Une analyse claire et rigoureuse d'une société qui n'a pas encore disparu.

P.O. LISSAGARAY

LA COMMUNE

Maspéro **10 F**

Livre important à un double titre :
— il est d'abord une étude chronologique du déroulement de la Commune de Paris et des circonstances de son déclenchement (la défaite, la famine des ouvriers parisiens) ;
— d'autre part, l'auteur, un communard, essaye de dégager les enseignements, négatifs et positifs, de cette première ébauche de révolution socialiste.

Fondamental car il démontre en fait quelles sont les erreurs que ne doivent pas commettre les socialistes lorsqu'ils prennent le pouvoir, que cette prise de pouvoir soit violente ou non.

CHANGER LA VIE :
LE PROGRAMME DU PARTI SOCIALISTE

Flammarion **5 F**
A paraître

Le programme élaboré ces derniers mois par le P.S. et adopté à la récente convention de Suresnes.

Jean JAURES

L'ESPRIT DU SOCIALISME

Denoël-Gonthier, Collec. Médiations **6,50 F**

Ce livre contenant six études et discours et notamment le discours prononcé contradictoirement avec Lafargue, et le texte « question de méthode » sur « le manifeste communiste » est important à plusieurs titres. L'ouvrage contient aussi des notes, une biographie de Jaurès et un index des noms cités.

Pour comprendre le socialisme démocratique d'aujourd'hui dans sa tradition marxiste et humaniste.

LE SOCIALISME DEMOCRATIQUE

Denoël-Gonthier, Médiations **6,50 F**

Discours et articles de Léon Blum présentés et suivis d'une biographie du grand leader socialiste. On trouve ainsi le discours prononcé au Congrès de Tours, le discours de présentation du gouvernement de Front Populaire devant la Chambre, le discours de Luna-Park sur la guerre d'Espagne, etc.

Annexe :

Le texte intégral des 21 CONDITIONS d'adhésion à la TROISIÈME INTERNATIONALE

(voir page 35)

I Toute la propagande et l'agitation doivent avoir un caractère réellement communiste et être conformes au programme et aux décisions de la IIIe Internationale. Tous les organes de presse du parti doivent être dirigés par des communistes de confiance, qui ont prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. On ne doit pas parler de dictature du prolétariat comme d'une formule banale, mais elle doit être propagée de telle manière que sa nécessité soit démontrée aux simples ouvriers, ouvrières, soldats et paysans au moyen de faits de la vie quotidienne qui doivent être systématiquement observés par notre presse et exploités jour par jour.

La presse périodique et autre et toutes les librairies du parti doivent être entièrement soumises au comité du parti, sans considérer si, à ce moment-là, le parti est dans son ensemble légal ou illégal. Il est inadmissible que les libraires abusent de leur autonomie et mènent une politique qui ne correspond pas absolument à celle du parti.

Dans les colonnes de la presse, dans les réunions populaires, dans les syndicats, les coopératives, partout où les adhérents à la IIIe Internationale ont accès, il est nécessaire de flétrir impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, les réformistes de toutes nuances.

II Toute organisation qui veut adhérer à la IIIe Internationale communiste doit régulièrement et méthodiquement éloigner de tous les postes plus ou moins responsables du mouvement ouvrier (organisation du parti, rédactions, syndicats, groupes parlementaires, coopératives, administrations communales), les réformistes et les centristes et les remplacer par des communistes éprouvés sans s'arrêter au fait que, au début surtout, des opportunistes capables seront remplacés par de simples ouvriers.

III Dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classes entre dans la phase de la lutte civile. Dans ces circonstances, les communistes ne peuvent avoir aucune confiance dans la légalité bourgeoise. Ils sont tenus de créer partout un ensemble parallèle d'organisations illégales qui, au moment décisif, aideront le parti à remplir ses devoirs vis-à-vis de la révolution. Dans tous les pays où les communistes, par suite de l'état de siège et de lois d'exception, sont dans l'impossibilité d'exécuter légalement leur travail, il est nécessaire de combiner sans conditions l'activité légale avec l'illégale.

IV Le devoir de répandre les idées communistes implique l'obligation particulière de mener une propagande vigoureuse et systématique dans l'armée.

Quand cette agitation est ligotée par des lois d'exception, il faut la mener illégalement. Le renoncement à ce travail équivaudrait à une trahison envers le devoir révolutionnaire et serait incompatible avec l'adhésion à la IIIe Internationale.

V Une agitation systématique et méthodique est nécessaire dans les campagnes. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'a pas les prolétaires des champs et au moins une partie des plus pauvres paysans derrière elle et si, par sa politique, elle ne s'est pas assuré la neutralité d'une partie, tout au moins, de la campagne arriérée. Le travail communiste dans les campagnes est actuellement d'une importance considérable. Il doit être principalement mené avec l'aide des ouvriers révolutionnaires communistes de la ville et de la campagne qui sont en rapport avec la population rurale. Renoncer à ce travail ou le confier à des mains douteuses, mi-réformistes, serait renoncer à la révolution prolétarienne.

VI Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer non seulement le social patriotisme avoué, mais aussi la malhonnêteté et l'hypocrisie du social pacifisme : il doit montrer systématiquement aux ouvriers que, sans renversement révolutionnaire du capitalisme, aucune cours d'arbitrage internationale, aucun accord sur la limitation des armements, aucune réorganisation soi-disant démocratique de la « Ligue des Nations », ne seront capables d'empêcher de nouvelles guerres impérialistes.

VII Les partis qui désirent appartenir à la IIIe Internationale sont tenus de reconnaître la rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de propager cette rupture dans les plus larges cercles d'adhérents. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale communiste exige, impérieusement, et sans conditions, l'accomplissement de cette rupture dans le délai le plus court. L'Internationale communiste ne peut s'accommoder de ce que des opportunistes notoires tels que TURATI, KAUTSKY, HILFERDING, HILLQUIT, LONGUET, MACDONALD, MODIGLIANI et autres puissent avoir le droit de se dire affiliés à la IIIe Internationale ou d'y être représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la IIIe Internationale à la IIe.

VIII Sur la question des colonies et des nations opprimées, il est nécessaire qu'une attitude particulièrement claire et nette soit prise par les partis des pays dont la bourgeoisie est en possession de colonies et opprime d'autres pays. Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer les manigances de ses impérialistes dans ses colonies, d'appuyer non seulement par des paroles, mais par des faits, les mouvements libérateurs des colonies, d'exiger l'expulsion immédiate de ses impérialistes nationaux hors de ses colonies, de cultiver dans le cœur des ouvriers de son pays les relations vraiment fraternelles avec les populations ouvrières des colonies, et dans les troupes de son pays une agitation systématique contre toute oppression des peuples coloniaux.

IX Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale communiste doit, systématiquement et avec persévérance, déployer une activité communiste au sein des syndicats, des conseils d'ouvriers et d'usines, des coopératives et autres organisations de masses d'ouvriers. Il est nécessaire d'organiser, au sein de ces organisations, des cellules communistes qui, par un travail constant et persévérant, devront gagner les syndicats, etc., à la cause du communisme. Au cours de leur travail quotidien, les cellules sont tenues de démasquer partout la trahison des social-patriotes et l'irrésolution du centre. Les cellules communistes doivent être entièrement subordonnées à l'assemblée du parti.

X Tout parti appartenant à l'Internationale communiste est obligé de mener une lutte opiniâtre contre l'Internationale d'AMSTERDAM des unions syndicales jaunes. Il doit propager, le plus énergiquement possible, parmi les ouvriers organisés syndicalement, la nécessité de la rupture avec l'Internationale jaune d'AMSTERDAM. Par tous les moyens, il doit appuyer la naissance de l'union internationale des syndicats rouges affiliés à l'Internationale communiste.

XI Les partis qui veulent appartenir à la IIIe Internationale sont tenus de soumettre à une révision la composition des groupes parlementaires, d'en expulser les éléments douteux, de soumettre ces fractions, pas seulement en paroles mais en faits aux comités centraux des partis, en même temps qu'il sera exigé de tout parlementaire communiste qu'il puisse soumettre toute son activité aux intérêts d'une propagande et d'une agitation vraiment révolutionnaire.

XII Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être constitués sur la base du centralisme démocratique. Dans l'époque actuelle de guerre civile aiguë, le parti communiste ne sera en état de remplir son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centraliste possible, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire règne en lui, et si le centre du parti chargé par la confiance de ses membres de toute la puissance est pourvu de l'autorité et des pouvoirs les plus étendus.

XIII Les partis communistes des pays dans lesquels les communistes effectuent leur travail légalement doivent de temps en temps opérer des nettoyages (par le remplacement des membres) de la composition de leurs organisations et nettoyer systématiquement le parti des éléments intéressés et petits-bourgeois qui s'y glissent.

XIV Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale communiste est obligé de porter, sans répit, assistance à toute république soviétique dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires. Les partis communistes doivent mener une propagande nette pour empêcher le transport des munitions de guerre aux ennemis de la République des Soviets. De plus, par tous les moyens, légalement ou illégalement, ils doivent faire de la propagande parmi les troupes expédiées pour étrangler les Républiques soviétiques.

XV Les partis qui ont encore gardé, jusqu'à présent, leur vieux programme socialiste sont maintenant obligés de changer ce programme dans le plus court délai possible et, en rapport avec les conditions particulières de leur pays, d'élaborer un nouveau programme communiste dans l'esprit des décisions de l'Internationale communiste. Régulièrement, le programme de tout parti appartenant à l'Internationale communiste doit être ratifié par le congrès ordinaire de l'Internationale communiste ou par son Comité exécutif. Dans le cas de non ratification du programme de l'un ou de l'autre parti par le Comité exécutif de l'Internationale communiste, le parti intéressé a le droit d'en appeler au congrès de l'Internationale communiste.

XVI Toutes les décisions du Congrès de l'Internationale communiste de même que les décisions de son Comité exécutif, sont obligatoires pour tous les partis appartenant à l'Internationale communiste. L'Internationale communiste agissant dans les conditions de guerre civile la plus aiguë, doit être plus centralisée que ne le fut la IIe Internationale. Par contre, il va de soi que l'Internationale communiste et son Comité exécutif, dans leur action générale, doivent tenir compte des conditions diverses dans lesquelles les différents partis ont à lutter et ne doivent prendre de décisions d'une portée générale que dans les questions où de telles décisions sont possibles.

XVII Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale communiste doit s'intituler le : Parti communiste de (section de la IIIe Internationale communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité, elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

XVIII Tous les organes de presse des partis de tous les pays sont obligés de publier tous les documents officiels importants du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

XIX Tous les partis qui appartiennent à l'Internationale communiste, ou ont adressé une demande d'adhésion, sont obligés de convoquer, aussi vite que possible, au plus tard quatre mois après le deuxième congrès international communiste, un congrès extraordinaire pour examiner toutes ces questions. A cette fin, les comités centraux doivent veiller à ce que les décisions du deuxième congrès de l'Internationale communiste soient connues de toutes les organisations locales.

XX Les partis qui voudraient maintenant entrer dans la IIIe Internationale, mais n'ont pas encore, jusqu'à présent, changé radicalement leur tactique, doivent avant leur entrée dans la IIIe Internationale, veiller à ce que les deux tiers au moins des membres de leurs comités centraux et de toutes les importantes institutions centrales, soient composés de camarades qui, avant le deuxième congrès de l'Internationale communiste, s'étaient déjà prononcés nettement et publiquement en faveur de l'entrée du parti dans la IIIe Internationale. Des exceptions seront permises avec l'autorisation de la IIIe Internationale.

L'exécutif de l'Internationale communiste a le droit légalement de faire des exceptions en faveur des représentants de la tendance centriste désignés dans le paragraphe 7.

XXI Les membres des partis qui rejettent en principe les conditions posées par l'Internationale communiste doivent être exclus du parti. Cette disposition s'applique notamment aux délégués aux congrès extraordinaires.

SOMMAIRE

page

1re PARTIE

La théorie et le mouvement socialiste jusqu'à la première Internationale 5

Avant 1848 - L'Utopie 6
Le Socialisme scientifique 10

2e PARTIE

L'Histoire du mouvement socialiste jusqu'à la IIe guerre mondiale 15

La montée du socialisme 16
La Ire guerre mondiale 27
Entre-deux guerres 34

3e PARTIE

La IIe guerre mondiale et l'actualité socialiste 43

Guerre et guerre froide 45
Vers aujourd'hui 51
Tâches des socialistes français 57
Bibliographie 59

Cette brochure n°4
peut être commandée au

Secrétariat National à la Formation du Parti :

12, Cité Malesherbes, Paris-9e

PRIX : 2,00 F. franco de port

Bulletin de commande page 41

Supplément au n° 3 de la Documentation Socialiste

I.M.B., 15, rue du Louvre, Paris (1er)

Fondation Jaurès